

## Usages du développement : mémoires, politiques et sciences sociales

Le nombre d'ouvrages publiés sur le développement, au sens très large de l'expression, est impressionnant mais la répercussion de cette littérature reste mystérieuse lorsqu'on s'efforce d'en établir le bilan. L'état du monde et des organisations internationales, de la mondialisation, des crises financières et des prix des matières premières, des rapports Nord-Sud, des flux migratoires et des croûts démographiques, sans compter la géopolitique des conflits à « basse » tension, le terrorisme international, les catastrophes naturelles ou humaines et leurs suivis et reconstructions humanitaires, la mise en place de gouvernances démocratiques (tout comme les mouvements de revendication sociopolitique), constituent autant de champs qui traversent ou impliquent le développement conçu de manière classique en termes de modernisation, d'amélioration sociale du sort des populations, de progrès humain et de croissance économique équitable. Bref, tout thème d'actualité, et encore plus de prospective économique, politique et sociale peut être convoqué pour évoquer les problèmes récurrents du développement. Bien entendu, l'essentiel de cette littérature provient des organisations internationales dédiées à ces objectifs ou préoccupations. La littérature dite grand public (ou qui le devient par la volonté des éditeurs ou des auteurs), comme les ouvrages de D. Moyo ou de J.-M. Severino, ne constitue ici que l'écume des titres<sup>1</sup>.

Pour avoir une image un tant soit peu réflexive et analytique, il faut par conséquent se tourner vers les travaux académiques qui poursuivent sans doute par ailleurs d'autres intentions, informatives, conceptuelles ou méthodologiques. Il est certain en tout cas que les parutions en langue française sont peu nombreuses, et il serait intéressant de comparer, à thématiques et à intentions égales, les publications selon les langues et les traditions nationales. Dans la mesure où le développement est, depuis son « invention » à la fin des années 1940, une affaire internationale et mondiale, son appréhension ne peut être que comparative et réciproque. Une telle approche serait bien nécessaire mais elle dépasse de loin le rôle d'une chronique bibliographique

---

1. Voir la chronique bibliographique de Claude FREUD (dans ce numéro).

panoramique et sélective, fondée sur les seules parutions des années 2007-2011<sup>2</sup>. Son objectivité est *a priori* discutable, puisqu'il s'agit d'une espèce d'instantané des hasards éditoriaux académiques comme commerciaux (et des préférences du chroniqueur lui-même bien entendu !). La vingtaine d'ouvrages ou de numéros spéciaux de périodiques recensés ici se répartissent en une demi-douzaine de thématiques : des ouvrages introductifs, des mémoires de chercheurs en développement, et des études en matière de politique scientifique sur ce domaine d'une part, puis des bilans disciplinaires en sociologie, linguistique et anthropologie appliquées au développement, d'autre part. Le lecteur de ce numéro ne sera pas surpris par le fait que plus d'un tiers de ces recensions porte sur des ouvrages d'anthropologie. Il ne peut faire de doute que cette discipline, indépendamment de l'économie évidemment, est pour le moment devenue la science sociale du développement par excellence en langue française.

### Définitions et introductions<sup>3</sup>

Il n'existe pas d'ouvrage de bilan ou de synthèse indiscutable et complet. Évidemment, un détour par les pages de la *Revue Tiers Monde* (ainsi que la revue *Autrepart*) peut sembler commode. La célébration des cinquante ans de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) en 2007<sup>4</sup> avait été l'occasion de la publication d'un bilan institutionnel de l'Institut, mais également de la revue elle-même, de ses thématiques et de ses préoccupations disciplinaires en sociologie et économie (Caire 2009 ; Hours 2009 ; Hugon 2009)<sup>5</sup>. Cette centaine de pages est une bonne entrée en matière, même si sa représentativité peut se discuter. Ce dossier est utilement complété par deux numéros de l'année 2009 qui ont été consacrés respectivement à l'œuvre d'Amartya Sen (Ballet, Dubois & Mahieu 2009)<sup>6</sup>, et surtout à une

2. Rappelons que la *Revue Tiers Monde* publie deux fois par an la liste des ouvrages portant sur le développement diffusés en France.
3. Nous citerons à chaque section les ouvrages passés en revue. À propos de : Pierre BEAUDET, Jessica SCHAFER & Paul HASLAM (dir.), *Introduction au développement international : approches, acteurs et enjeux*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2008 ; Jean CARTIER-BRESSON, Blandine DESTREMAU & Bruno LAUTIER (dir.), « Les mots du développement. Trajectoires et Pouvoirs », *Revue Tiers Monde*, 200, 2009.
4. Jean COPANS (dir.), « Itinéraires de chercheurs et parcours d'une Institution, l'IEDES a 50 ans », *Revue Tiers Monde*, 187, 2007. En fait, la revue ne fêtera ses 50 ans qu'en 2009 avec le numéro 200.
5. Guy CAIRE, « L'IEDES a 50 ans. Des travaux et des jours d'un vert quinquagénaire » ; Bernard HOURS, « La sociologie du développement dans la revue *Tiers-Monde*. Cinquante années pour une discipline improbable » ; Philippe HUGON, « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement dans la revue *Tiers-Monde* ».
6. J. BALLET, J.-L. DUBOIS et F.-R. MAHIEU (dir.), dossier « Sen, libertés et pratiques du développement : l'incomplétude comme source d'innovation », *Revue Tiers Monde*, 198, avril-juin 2009.

publication sélective de huit contributions au colloque, « Les mots du développement : genèse, usages et trajectoires », tenu en novembre 2008<sup>7</sup>. « Le champ du développement est [...] un espace d'intense circulation transnationale et translinguistique », déclarent d'emblée les éditeurs de ce numéro (Cartier-Bresson, Destremau & Lautier 2009 : 728)<sup>8</sup>. Les notions d'*empowerment*, de genre, les usages tunisiens ou sénégalais de certains vocabulaires sont autant de champs lexicaux (et idéologiques, pratiques, « scientifiques »), qui confirment l'importance et la nécessité de ce détour analytique et lexicologique. Ainsi, la traduction en langue française de termes d'origine essentiellement anglo-saxonne n'est jamais conduite innocemment. Le dossier consacré à A. Sen le confirme aisément, puisque plusieurs de ses propres néologismes ont des acceptions pour le moins floues ou incertaines en français. C'est pourquoi les éditeurs ont cru bon de proposer un glossaire d'une cinquantaine de ces (ses) termes, qui peut en faciliter la compréhension. Enfin la lecture de G. Rist s'impose toujours pour saisir les origines et les évolutions des idées de tous les mots du développement, et l'on peut le vérifier par la lecture de l'une de ses conférences récentes intitulée « Le développement est-il “une panacée” ? Comment penser au-delà de catégories obsolètes ? » (Rist 2010)<sup>9</sup>.

Une autre manière de débiter cette réflexion consiste à se pencher sur les manuels lorsqu'ils existent, dans la mesure où ils prétendent offrir une perspective objective et introductive ainsi que progressive<sup>10</sup>. Le fort ouvrage collectif dirigé par nos collègues canadiens Pierre Beaudet, Jessica Schafer et Paul Haslam constitue un excellent exemple d'une conception globale tout autant que positive et critique du développement. Cet ouvrage se veut multidisciplinaire, accessible à divers niveaux de scolarité et surtout d'intérêts depuis le cours d'initiation jusqu'à l'option de spécialisation. Chaque chapitre comporte un texte central complété par des encadrés, des cartes ou des graphiques. À la fin de chaque chapitre on trouve des suggestions d'exercices : des objectifs d'apprentissage, des questions de réflexion, des suggestions de lecture et des ressources Internet pertinentes. On regrettera toutefois l'absence d'une table des encadrés, et surtout d'une notice sur les contributeurs dont on ignore du coup jusqu'à la discipline et l'institution

- 
7. D'autres communications de ce colloque ont été publiées dans la revue *ÉCONOMIE ET INSTITUTIONS*, 14, 2010. Mon texte a été repris quant à lui dans le numéro de *Ethnologie française* consacré à « L'ethnographie de l'aide » (COPANS 2011).
  8. J. CARTIER-BRESSON, B. DESTREMAU & B. LAUTIER (dir.), *op. cit.*
  9. Gilbert RIST, « Le développement est-il “une panacée” ? Comment penser au-delà de catégories obsolètes ? », *Revue canadienne d'études du développement*, 30 (3-4), 2010.
  10. On trouvera dans la rubrique « Analyses et comptes rendus » un compte rendu de l'ouvrage dirigé par Laëtitia Atlani-Duault et Laurent Vidal par Bruno LAUTIER (dans ce numéro). Je me permets de citer également ma contribution à ce genre de littérature avec mon volume de la collection « 128 », *La sociologie du développement* (COPANS 2010).

d'appartenance<sup>11</sup>. Trois parties organisent les 25 chapitres : théories et approches (6), acteurs (6), et thématiques spécifiques (12 suivis d'un « épilogue » de Samir Amin !). Une liste de 200 acronymes, une bibliographie de près de 1 000 titres, et enfin un index de 25 pages permettent de transformer facilement ce gros ouvrage en un instrument de travail maniable.

Le point de vue des éditeurs est précisé dans une introduction qui survole les définitions et les grands problèmes comme la pauvreté. Son intérêt est de consacrer quelques pages aux problèmes éthiques du développement, des droits à intervenir et surtout aux contextualisations des actions des praticiens : le relativisme des manières de faire, le respect des cultures, la modestie des prétentions développementalistes. Le mot d'ordre est celui de « Parler moins et écouter plus ». Cela dit, le Canada, qui est l'une des grandes puissances du développement, oblige les éditeurs et les auteurs à prendre cet objectif au sérieux, même s'ils en critiquent les aspects impérialistes, financiers ou encore destructeurs. C'est pourquoi la première partie comporte des chapitres sur l'impérialisme et la colonisation (E. Allina-Pisano), ou encore la nature des conceptions alternatives (J.-L. Klein), voire l'importance des questions de genre (A. Martinez). P. Beaudet consacre même tout un chapitre aux enjeux de la mondialisation du développement qui va jusqu'à mettre en lumière la portée mais aussi les insuffisances du mouvement altermondialiste. Il est évident, dès cette entrée en matière, que le développement est une réalité historique et politique complexe qui implique une confrontation des perspectives théoriques (S. Dansereau) et une mobilisation des populations en faveur d'objectifs véritablement populaires.

C'est pourquoi toute la deuxième partie est consacrée aux acteurs globaux du développement, mais l'usage du terme d'acteur est peut-être discutable vu le caractère macro-sociopolitique et économique de ces acteurs particuliers que sont l'État (F. Houtart), les agences nationales de développement (S. Brown), les institutions financières internationales (M. Taylor), les agences multilatérales (D. Sogge), et les *firmes* multinationales (P. Haslam). Un dernier chapitre s'attache à la société civile d'une manière non idéalisée et en éclaire bien les développements dans le cadre de la privatisation de plus en plus marquée des politiques et des interventions « sociétales » (V. Armony).

La troisième partie est la plus conséquente avec la douzaine de thèmes exposés. Il serait facile de faire d'emblée la liste des lacunes ou des oublis (l'éducation, l'industrialisation ou encore les problèmes de structuration sociétale). Sont donc abordés les thèmes de la dette extérieure (N. Ary Tanimoune), de l'environnement (D. Sick), les migrations (N. Mondain) et

11. Seul Louis Favreau indique qu'il est sociologue et rares sont les auteurs qui citent leurs propres travaux ou dont on cite les travaux. Je pense par exemple à l'anthropologue québécoise, Natacha Gagné, avec son chapitre sur le statut des populations autochtones. Il s'agit là d'une façon fort curieuse de concevoir un ouvrage collectif, surtout si les auteurs s'en servent avec leurs propres étudiants !

les conflits (M.-J. Zahar) pour les niveaux macro-sociétaux. De manière plus sectorielle, l'urbain (A. Latendresse & B. Massé), le rural (J. Ramisch), la santé (R. Thibeault), le tourisme (R. Poulin), l'informel et l'économie solidaire (L. Favreau) font l'objet de synthèses. Enfin, quelques domaines plus politiques ont mobilisé l'attention comme la démocratie (C. Jourde), les droits de l'homme (N. Thede) ou encore les peuples autochtones (N. Gagné). L'ordre des thèmes porte probablement un sens prospectif et analytique : la dette et la démocratie au début, les droits, les autochtones et l'économie solidaire à la fin. Le classement du tourisme durable juste après les autochtones devrait, je suppose, interpeller le lecteur dans la mesure où l'auteur, excellent spécialiste des flux internationaux de la prostitution (Poulin 2005), s'interroge, entre autres questions, sur les effets ravageurs de certaines motivations de notre intérêt pour les populations (féminines) du Sud.

Cet ouvrage, de facture et d'approche plutôt radicale, comme on dit dans les milieux anglo-saxons, se lit néanmoins comme un ensemble un peu éclectique puisque son plan peut être lu de plusieurs manières. Malgré les préoccupations éthiques initiales, il comporte peu d'orientations professionnalisantes et n'évoque presque pas les particularités du contexte canadien, ce qui est regrettable pour les lecteurs de toutes nationalités. Ce manuel est davantage destiné aux étudiants de l'économie et de la géopolitique internationale qu'à ceux de sciences sociales spécifiques (y compris la science politique), ce qui renvoie à un découpage institutionnel différent du nôtre, et explique surtout l'absence de chapitres à caractère plus méthodologique en matière de lecture de statistiques, de recherche documentaire ou encore d'enquête de terrain. Les responsables de l'ouvrage sont enseignants à la fameuse École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa, ceci expliquant bien sûr cela. Mais ce manuel existe, et sa seule existence est un appel positif à une conception globale trans-sectorielle du développement. Pourtant, sa conclusion ou épilogue (« La Chine, la mondialisation et le développement ») ne peut qu'intriguer : Samir Amin n'est certainement plus au cœur de la réflexion sur ce champ — au contraire des années 1960-1980 —, et choisir le cas chinois comme éventuel modèle de développement ou de post-développement est une erreur que l'auteur impose de fait aux lecteurs mais aussi aux autres contributeurs. En effet, les pays émergents ne sont plus à proprement dits en développement, et les auteurs de ce recueil ne semblent pas s'en être aperçus puisque ce mot ne figure même pas dans leur index ! Cette histoire-là est manifestement absente quelque part.

Souvenirs, mémoires et archives : du passé surtout ne pas faire table rase !<sup>12</sup>

L'histoire du développement proprement colonial est relativement bien documentée dans la mesure où ce dernier constituait une part importante de l'activité coloniale elle-même. Mais l'histoire postcoloniale est bien moins traitée en général et les acteurs sont souvent restés muets. Pourtant un petit signe parmi d'autres : des témoins, et non des moindres, se mettent à rédiger leurs mémoires ou publient des textes décisifs. Ce sont notamment le cas de Ignacy Sachs, le concepteur de l'écodéveloppement, et de Gérard Winter, l'un des anciens directeurs de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM) des années 1990. Qu'il s'agisse d'économistes ne devrait pas surprendre, mais pour ce qui est des autres sciences sociales, je me permets de renvoyer au dossier que j'ai dirigé et publié en 2007, « Itinéraires de Chercheurs » où l'on trouvera le témoignage de neuf chercheurs (Copans 2007)<sup>13</sup>.

I. Sachs raconte sa vie qui chevauche plusieurs continents (Europe, Asie et Amérique latine notamment) et plusieurs périodes historiques depuis l'avant-guerre des années 1930 jusqu'au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Avant de devenir un tiers-mondiste, Sachs était un spécialiste de la planification. Malgré un exil familial vers le Brésil en 1940, il revient vivre et travailler en Pologne de 1954 à 1968, puis retourne en Occident et s'installe en France grâce aux responsables de la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études (EPHE) et de la Maison des sciences de l'homme (MSH), F. Braudel et C. Heller. Sa thèse, soutenue en Inde en 1960, porte sur les modèles du secteur public dans les économies sous-développées, notamment en Inde et au Brésil, pays qu'il connaît bien. Mais les soubresauts anti-staliniens d'une part, et anti-sémites de l'autre, font qu'il se voit forcé de quitter la Pologne pour s'installer à Paris, « Carrefour du monde » comme il le qualifie. Cette première période est utile pour les lecteurs d'aujourd'hui car elle rappelle l'importance du secteur public (aussi bien dans les pays « émergents » d'alors que dans les pays dits socialistes) dans la réflexion sur la réalité du changement social et politique. Cet apparent mélange des genres, théorie économique marxiste, planification, sous-développement et même anthropologie, est propre à toute cette génération. Faut-il rappeler que l'anthropologue Maurice Godelier est passé par un cheminement quasiment identique qui part d'une réflexion sur les nouvelles formes de planification et les économies sous-développées

- 
12. À propos de : Ignacy SACHS, *La troisième rive. À la recherche de l'écodéveloppement*, Paris, Bourin Éditeur, 2007 ; Gérard WINTER, *À la recherche du développement. Un fonctionnaire au service d'une passion*, Paris, Karthala, 2010 ; Charles BECKER, Pierre-Paul MISSÉHOUNGÉ & Philippe VERDIN (dir.), *Le père Lebret, un dominicain économiste au Sénégal (1957-1963)*, Dakar, Fraternité Saint Dominique, 2007.
  13. Jean COPANS (dir.), dossier « Itinéraires de chercheurs », *Revue Tiers-Monde*, 191 (3), 2007, pp. 489-495.

pour renouveler la théorisation marxiste des modes de production à la même époque des années 1960<sup>14</sup> ?

La seconde leçon sur laquelle Sachs est finalement un peu rapide, mais que nous pouvons également méditer en ces temps de réformes universitaires bureaucratiques, c'est le tableau de l'ouverture intellectuelle et scientifique (et politique pour les réfugiés politiques de l'Est mais aussi des tiers-mondes dictatoriaux) de la France gaulliste puis post-gaulliste des années 1965-1980. Conceptualisations inédites et radicales, innovations disciplinaires et thématiques, pluridisciplinarité bien comprise sont autant de champs de réflexion valorisés et autorisés pédagogiquement. Je doute aujourd'hui qu'un marxiste (même hétérodoxe qui se considère comme l'élève de Michal Kalecki) venu de l'Est puisse poursuivre une transversalité qu'il finit par institutionnaliser, confrontant prospective du développement et préoccupations écologiques ou environnementales. La vulgate libérale n'avait pas encore pris le pouvoir, heureusement, en économie et en études du développement.

La suite de sa carrière est mieux connue. Assistant de celui qui va installer le programme environnemental dans les conférences et organismes des Nations Unies, Maurice Strong, il contribue à l'appel de Stockholm de juin 1972 mais ne suit pas ce dernier à Nairobi fonder le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE). Ce mouvement débouchera vingt ans plus tard sur la très célèbre Conférence de Rio qui conforte la notion de développement durable. L'intérêt de cette remémoration des trente années de la montée de la sensibilité écologico-environnementale peut paraître discutabile car le récit des réunions et des rencontres qui y mènent ne possède plus la flamme qui animait l'auteur lorsqu'il décrivait de l'intérieur la crise du stalinisme et la montée du Tiers-Monde. Pourtant, nous sommes entrés définitivement dans ce nouvel univers politico-idéologico-scientifique et le détricotage de sa genèse permet de mesurer les conflits et les alliances qui fabriquaient l'air de rien les grandes décisions de l'univers onusien.

Les derniers chapitres sont autant des bilans que des mises à distance de cette nébuleuse. L'auteur y redit son amour du Brésil, sa considération pour l'Inde et sa foi en un État développeur, en la nécessité d'une véritable planification qui s'impose pour défendre l'environnement durablement. Un regret de ces mémoires au fil de l'agenda, c'est le silence sur son œuvre pédagogique à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), où on lui doit le Centre sur le Brésil contemporain, mais surtout la formation doctorale sur le développement. Certes, cette dernière ne présente aucun caractère professionnalisant, et la liste des options et des spécialités fait plusieurs pages ! Mais ses successeurs à ce poste (J. Sapir puis A. Musset) on su conserver cet état d'esprit pluridisciplinaire, plurithématique et géographique ou culturel. Il s'agit là du seul lieu où l'on puisse acquérir en

14. Voir son premier recueil d'articles paru en 1966, Maurice GODELIER, *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, François Maspero. M. Godelier avait initié son périple auprès de l'économiste C. Bettelheim, spécialiste de l'URSS et de l'Inde.

France une véritable culture générale et fondamentale sur le développement. J'y ai contribué pendant plus de quinze ans, et je sais tout ce que j'ai pu en tirer à titre personnel. À l'image d'un héros d'un conte brésilien, I. Sachs dit rechercher une troisième rive entre capitalisme et réel-socialisme. Sur ce point, il peut compter sur notre soutien même si le repoussoir socialiste a perdu de sa force et de sa dynamique intellectuelle.

Si I. Sachs représente une contribution polono-française aux organisations internationales du développement, G. Winter symbolise, lui, l'ORSTOM<sup>15</sup> des années 1940 à aujourd'hui par excellence. L'économiste raconte toute sa vie, depuis sa naissance en 1936 jusqu'à ses activités de 2009. Le style est simple et direct mais la tonalité des confidences (des confessions ?) est très personnelle et même sentimentale : ses parents puis son épouse et ses enfants font partie de l'histoire (tout comme il en était d'ailleurs pour I. Sachs). L'origine familiale, sociale, professionnelle (l'École polytechnique et l'armée) et catholique est bien marquée. Mais G. Winter bifurque vers le service « civil » d'outre-mer et non pas vers l'armée. Sa description des motivations colonialo-postcoloniales d'un jeune des années 1950 est particulièrement bien rendue. Elle commence avec une conférence du père Louis-Joseph Lebreton donnée à Polytechnique en 1957 qui va le conduire à se faire recruter par l'ORSTOM, à suivre les cours de l'École nationale de la statistique et de l'administration (ENSAE), et enfin à débarquer avec femme et enfant à Yaoundé au Cameroun en octobre 1962. L'atmosphère parisienne puis camerounaise de l'ORSTOM — le siège à Yaoundé, son affectation à Ngaoundéré dans le nord du pays pour diriger une enquête statistique sur le niveau de vie des populations de l'Adamaoua pendant près de quatre ans — sont rendues avec précision et ironie mais sans critique anti-néocoloniale excessive. Pour qui, comme l'auteur de ces lignes, a vécu l'ORSTOM sur le terrain seulement cinq ans plus tard mais dans un autre pays (le Sénégal) et dans d'autres conditions (comme simple volontaire du service national actif [VSNA]), l'évocation de cette Afrique tout juste indépendante vue depuis la brousse, le rôle des grandes enquêtes « quantitatives » et des administrations nationales sonnent tout à fait juste. La seconde partie de son séjour est consacrée à la planification nationale et nous disposons là d'une auto-analyse des plus utiles pour comprendre *in situ* la première version du développement à la française en coopération. Winter insiste sur le fait que, pendant toute cette période, il n'avait pas véritablement de supérieur scientifique et qu'il était « sans pilote », ce qui donne également une idée sur l'absence de véritable politique scientifique fondamentale ou appliquée dans cette institution jusqu'au début des années 1980 !

15. L'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer est devenu depuis 1998 l'Institut de recherche pour le développement (IRD). L'IRD, comme jadis l'ORSTOM couvre vingt-cinq disciplines des sciences de la vie, de la santé ainsi que les sciences humaines et sociales.

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir essayé. Il nous décrit ses tentatives pour mettre sur pied au début des années 1970 une équipe centrale en économie, projet finalement refusé par le directeur général. Il explique l'opposition de ce dernier à une organisation plus collective et purement orstomienne du travail de recherche (à la différence de ce qui se passait à l'époque en sociologie et en géographie sous la direction de G. Balandier et de G. Sautter). Ce directeur s'oppose également à toute intervention des chercheurs en économie dans l'élaboration ou l'évaluation des programmes nationaux de développement. Dans les faits, il n'en sera pas partout ainsi car en Côte-d'Ivoire l'insertion administrative des chercheurs fut, semble-t-il, plus poussée. Toujours est-il que G. Winter se fait détacher à l'INSEE-Coopération et, par ce biais, pénètre un peu plus dans la haute administration publique de la coopération. Ses pérégrinations à l'INSEE, à l'Institut international d'administration publique (IIAP), dans les couloirs du ministère de la Coopération, vont en effet le conduire à la direction générale de l'ORSTOM en février 1989. Il y restera jusqu'en 1996.

La contribution de Winter à la recherche économique peut paraître à cet instant plutôt limitée, mais il est l'un des artisans de la mise sur pied et de l'animation d'un des groupes les plus significatifs de l'auto-réflexion du développement qui émerge en France entre 1975 et 1985 : le groupe AMIRA<sup>16</sup>. La relecture des travaux des chercheurs en coopération, des instruments de travail mis au point pour observer, compter et évaluer (ou même cartographier) les activités économiques africaines des plus domestiques aux plus macro-économiques, ainsi que pour élaborer les plans de développement, constitue l'un des acquis les plus significatifs, quasiment oublié des générations suivantes, des recherches françaises en développement. Cette centaine de brochures et de notes « vertes » (de la couleur de leur couverture) eurent toutefois beaucoup moins d'impact que le croit Winter. Le caractère semi confidentiel de leur diffusion et l'absence de reprise académique ou éditoriale plus large contrastent avec les travaux collectifs qu'il animera ultérieurement à la fin des années 1990 dans le groupe « Ménages et Crises » qui donna lieu à de remarquables colloques et publications (Winter 2001).

Le dernier tiers de l'ouvrage porte sur la direction de l'ORSTOM avant sa transformation en IRD. Il y détaille son projet et sa stratégie élaborés en collaboration avec le président du Conseil d'administration, Michel Levallois (qui deviendra par la suite le responsable de Coordination pour l'Afrique de demain [CADE]). Il expose ce qui va devenir le *leitmotiv* de la coopération française, le partenariat (conçu ici au seul niveau scientifique). La fin de l'ouvrage expose ses dernières activités d'animation (le groupe Impact sur la pauvreté) et de réflexion, comme sa participation aux activités écourtées du Haut conseil de la coopération internationale (HCCI) ou encore du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET). G. Winter pense, à juste

16. Groupe de recherche informel et pluridisciplinaire pour « l'Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain ».

titre, qu'il a fait du « bon boulot ». Il se définit plutôt comme passeur que comme militant et bien sûr toujours chrétien. C'est certain qu'il a voulu être utile et servir (la France, le développement, l'autonomie économique des États africains, les populations démunies !). Mais ce n'est pas là qu'on trouvera le bilan de sa pensée. Car ce bilan existe et il a d'ailleurs antédaté cet ouvrage de presque dix ans. J'invite les amateurs de cette plongée dans l'atmosphère de la longue et lente décolonisation à la française à le lire à la suite car *L'impatience des pauvres* (2002) nous a déjà dévoilé les fondements analytiques de cette vie apparemment plus administrative qu'académique. Winter est un économiste parfois naïf, toujours optimiste, il a peut-être eu raison de le rester si longtemps<sup>17</sup>. Mais je me demande ce qu'il penserait du charroi de réformes qui n'ont pas cessé de frapper l'IRD depuis son départ et du sort fait à la recherche sur le développement dans l'ensemble des dispositifs ministériels. Il est évident en tout cas que des ouvrages à la facture à la fois très personnelle et très professionnelle comme ceux de I. Sachs et G. Winter apportent beaucoup à cette sociologie historique de la connaissance que nous appelons depuis longtemps de nos vœux. C'est justement ce détail ethno-bureaucratique qui permet de mieux saisir le fonctionnement du développement par le haut. Et il ne sert à rien d'observer ses effets sur les terrains d'en bas si l'on n'arpente pas un instant aussi ses couloirs et ses salles de réunions où se prennent les décisions d'en haut.

La carrière de G. Winter doit tout à l'écoute d'un homme ayant joué un rôle aussi bien symbolique que pratique dans la mise en route de ce développement à la française, le père dominicain Louis-Joseph Lebret (1897-1966). Ce dernier est un des animateurs les plus originaux de ce large courant chrétien qui va irriguer cette réflexion et cette action pendant un grand quart de siècle de l'après-guerre. Cette histoire est encore trop mal connue, mais un petit ouvrage vient à point pour nous en démontrer l'intérêt. Ce recueil de textes sur et de Lebret porte sur son engagement sénégalais des années 1957-1963 auprès de M. Dia et L. S. Senghor. Il est le fruit d'une réunion tenue fin 2005 à Dakar pour fêter les quarante ans de sa mort. Trois textes retracent l'itinéraire du père Lebret qui découvre le Tiers-Monde au Brésil dès 1947. Élève de l'École navale, il avait jusque-là, après son entrée dans les ordres dominicains en 1923, consacré sa vie à l'intervention auprès des marins bretons. Il pratique l'enquête pour pouvoir comprendre et agir sur la réalité, et, en 1940, il fonde un centre de recherche appelé Économie et Humanisme (puis plus tard une revue du même nom) avec l'économiste François Perroux. Plus tard en 1957, fort d'une expérience d'analyse des pays sous-développés, il fonde l'Institut de recherche, de formation et de développement (IRFED) et part au Sénégal. Lecteur de

17. L'ouvrage est évidemment un véritable bottin mondain de presque un demi-siècle de fréquentations. Mais comme Winter a anonymisé tous ses interlocuteurs, c'est à chacun d'y reconnaître les siens : ce livre est par conséquent un véritable jeu de pistes si on tient à son exactitude factuelle.

F. Fanon, de P. Freire, il devient le conseiller chargé de la coordination des études économiques du président de Conseil, Mamadou Dia, grâce à son directeur de cabinet, Roland Colin. C'est la rupture entre M. Dia et le Président Senghor qui le conduira à quitter ses fonctions et le pays. Outre des témoignages sur les rapports du père Lebreton avec Dia et Senghor, on retiendra surtout de ce livre « La circulaire 32 » sur les bases du socialisme africain rédigée par M. Dia en 1962, et le texte de trois conférences du dominicain sur le développement et les exigences « d'une nouvelle civilisation ». Une bibliographie des écrits de et sur L.-J. Lebreton clôt l'ensemble. La relecture de ces idées éclaire mieux la trajectoire de Winter (et même indirectement de Sachs) : elle rappelle surtout qu'il y a un demi-siècle, dans le triple mouvement des prêtres-ouvriers (ce qui ne fut pas évidemment le cas de Lebreton), de l'engagement tiers-mondiste des anti-colonialistes et du futur concile de Vatican II, une forme de sensibilité chrétienne s'attachait autant à comprendre et à changer les dominations coloniales que les traditions plus orthodoxes du communisme international.

Un troisième ouvrage, résultat d'une série d'entretiens, peut éclairer ce dernier aspect, celui consacré à l'historien (initialement géographe) africaniste, marxiste et communiste, Jean Suret-Canale (Bianchini 2011)<sup>18</sup>. Certes, il est d'une génération plus ancienne puisqu'il est né en 1921, mais la description de son engagement syndical et politique lorsqu'il enseigne à Dakar de 1946 à 1949 contribue à expliquer le sens des revendications nationalistes africaines. De 1959 à 1964 il enseigne en Guinée et ne rentre que parce qu'il est menacé d'une déchéance de la nationalité française « pour activités contraires aux intérêts de la France »<sup>19</sup>. Là encore la description de la Guinée « soviétisée » permet de saisir les enjeux du développement vus depuis Moscou (mais aussi depuis Paris) ! Ses nombreux démêlés politico-administratifs avec le CNRS notamment le conduisent à une nouvelle expatriation, en Algérie cette fois, entre 1974 et 1978. Ces entretiens permettent également de mesurer la portée exacte du marxisme des années 1960-1970 qui se penche sur les modes de production, la nature du capitalisme colonial et de la domination impérialiste des pays sous-développés<sup>20</sup>. On pourra utilement comparer les trois carrières que nous venons d'évoquer et souligner le fait que la répression des pensées engagées fut aussi bien le fait de la Pologne « socialiste »

18. Pascal BIANCHINI, « Suret-Canale, de la résistance à l'anti-colonialisme », *Esprit frappeur*, 2011. Il convient de saluer ici cette initiative de Pascal Bianchini qui contribue par cet ouvrage à une histoire sociale et orale des observateurs de l'Afrique et du Tiers-Monde.

19. D'après les termes de l'ambassadeur de France André Lewin cités page 105.

20. N'oublions pas qu'il est l'auteur d'une thèse impressionnante par la minutie de sa documentation sur le capital colonial (malheureusement, elle est largement passée inaperçue lors de sa parution), *Afrique et capitaux* (1987). J. Suret-Canale évoque ses relations avec les anthropologues, économistes et historiens africanistes français mais aussi britanniques des années 1960-1980, ce qui rend son témoignage des plus utiles pour saisir l'atmosphère théorique et politique de ces années-là.

que de la France « capitaliste ». Comme quoi l'étude de la périphérie du Sud peut être tout aussi compromettante que celle des luttes sociales des pays du Centre du Nord et de l'Est !

À quoi servent les politiques du savoir et de la science ?<sup>21</sup>

La recherche sur et pour le développement fait l'objet d'évaluations courantes aussi bien d'un point de vue institutionnel et pratique que d'un point de vue un peu plus scientifique et fondamental. Mais ces bilans restent plus sectoriels (disciplines, domaines, objectifs, acteurs partenaires, etc.) que globaux et historiques. D'autant que les traditions nationales, linguistiques et partenariales découpent des champs référentiels qui ne présentent aucune homogénéité, alors que les états des lieux académiques renvoient toujours quelque part à un fond conceptuel ou programmatique commun et quelque peu transnational.

*L'état des savoirs sur le développement* établi par le Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (Gemdev) il y a plus de vingt ans aujourd'hui avait comme intention de démontrer aux spécialistes européens, inspirés par les écoles anglo-saxonnes, qu'il existait bel et bien une « école » française en matière de perception et d'analyse du développement (Choquet *et al.* 1993)<sup>22</sup>. Cet ouvrage prolongeait très naturellement les réflexions du groupe AMIRA, du Bureau des évaluations du ministère de la Coopération (Freud 1988)<sup>23</sup> du HCCI, de l'Observatoire de la coopération française et d'autres acteurs institutionnels, collectifs ou individuels<sup>24</sup>. Le Gemdev a récemment relancé cette opération de bilan sous une forme partiellement différente. À la différence de la présentation étroitement disciplinaire ou sous-disciplinaire du premier, ce second recueil est plus souple et problématique. Certes, on y trouve de nouvelles synthèses disciplinaires mais moins scolaires et formelles. C'est le cas de l'économie notamment déclinée en croissance (*big push*) et pauvreté d'une part (V. Geronimi), et en développement durable de l'autre (G. Froger), des études urbaines considérées sous l'angle de leur apport global aux études du développement

21. À propos de : Vincent GERONIMI, Irène BELLIER, Jean-Jacques GABAS, Michel VERNIÈRES & Yves VILTARD (dir.), *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Karthala-Gemdev, 2008 ; Stéphane BELL (dir.), *La recherche scientifique et le développement en Afrique. Idées nomades*, Paris, Karthala, 2008 ; Yvan DROZ & Anne MAYOR (dir.), *Partenariats scientifiques avec l'Afrique. Réflexions critiques de Suisse et d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2009.

22. CHOQUET *ET AL.*, *L'état des savoirs sur le développement*, Karthala, Gemdev, 1993.

23. Claude FREUD, *Quelle coopération ? Un bilan de l'aide au développement*, Paris, Karthala, 1988.

24. Un panorama complet, analytique et documentaire est toujours plus que nécessaire à ce propos.

(C. Goldblum, urbaniste, et A. Osmont, socio-anthropologue), au développement rural sous l'angle de « la gestion concertée des ressources » (F. Landy, géographe). L'avantage de cette présentation plus orientée est d'exposer le lien plus étroit qu'il n'y paraît entre certains choix théoriques ou socio-politiques et la discipline d'accueil. Il est évident que les thèmes choisis apparaissent comme liés à une évolution, à une conjoncture ou encore à une mode. Il apparaît tout aussi évident à la lecture de ces textes que leurs auteurs fréquentent le monde des experts, en tant qu'universitaires ou experts eux-mêmes, et évoquent des débats agitant l'ensemble de la communauté du développement, ce qui n'était absolument pas le cas du volume précédent.

L'autre moitié des dix textes entrent dans une catégorie plus réflexive et générale même s'ils se présentent manifestement comme relevant par exemple de l'anthropologie (I. Bellier), du droit (E. le Roy, C. Maingy), de la science politique (Y. Viltard) ou encore de l'économie (M. Vernières, J.-J. Gabas). Ces auteurs reviennent sur les présupposés fondamentaux du développement, évoquent l'existence de communautés épistémiques (Viltard), d'approches innovatrices en économie (Gabas) ou encore examinent quatre nouveaux champs thématico-théoriques nés au cours des années 1980 (Le Roy). Ce dernier texte est tout à fait exemplaire de la mise à la question en quelque sorte des présupposés encore dominants en 1993. Abordant successivement le foncier, l'urbain, le politique par le bas (l'apport de la revue *Politique africaine* fondée en 1980) et enfin les conceptions du Gemdev lui-même en matière de développement, l'anthropologue juridique E. Le Roy confirme la nécessité d'une histoire contextualisée et simultanée des concepts analytiques et des demandes politiques. En fait, deux textes détonnent un peu dans cet ensemble. Tout d'abord, réduire l'éducation à une thématique économiste (Vernières), c'est laisser de côté de fait un domaine défriché de manière dynamique et riche par les chercheurs et étudiants réunis depuis au moins quinze ans autour de Marie-France Lange et Bernard Schlemmer de l'IRD. Les numéros thématiques de *Autrepart*, des *Cahiers d'Études africaines*, la publication depuis cinq ans par l'Association de recherche sur l'éducation et les savoirs (ARES) des *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, dont le dixième numéro vient de paraître, sont autant de preuves du renouveau d'une approche socio-anthropologique d'un domaine qui reste toujours aussi central dans les préoccupations du développement. La contribution de I. Bellier sur les politiques internationales et les peuples aborigènes ne surprendra pas les anthropologues mondialisés, mais il peut paraître légitime pour les non-anthropologues de se demander dans quelle mesure la discipline s'est « modernisée », si elle continue à s'occuper de fait des populations indigènes ou « primitives ». En fait, les travaux de Bellier ont mis les populations « anthropologiques » sur le même pied que les groupes issus du changement social, affectionnés depuis un demi-siècle par l'anthropologie française, notamment africaniste. Les luttes mondialisées de

ces populations, leur affrontement avec les interventions les plus brutales et les plus traditionnelles du développement (l'exploitation des ressources minières et naturelles, la mise en place de grands projets notamment hydro-électriques) rappellent que le développement relève toujours de ce genre de projets et qu'il n'était pas seulement un problème de libéralisation des marchés ou de « bonne gouvernance » à la mode du XXI<sup>e</sup> siècle.

Il ne fait aucun doute que plusieurs textes de cet ouvrage méritent le détour, mais l'absence de réflexion synthétique et homogène, l'absence notable de domaines encore brûlants et actuels (l'humanitaire et les politiques de reconstruction, le développement des pays émergents, le genre et bien entendu la santé !) dévalorisent les efforts plus que louables du Gemdev pour garder vivants l'enseignement et la recherche française sur le développement.

La critique tiers-mondiste ou « sudiste » du développement, de ses idéologies mais aussi de ses paradigmes scientifiques est loin d'être nouvelle. Mais la crise africaine des institutions universitaires et de recherche est tellement grave (comparée à la situation des pays émergents ou même des autres pays plus pauvres des autres continents) que toute réflexion qui la prend sérieusement pour objet doit mériter un examen attentif. Car, faut-il le rappeler au milieu de cette chronique, seules des sciences fondamentales fabriquées au Sud peuvent solutionner une telle situation. Or, comme le rappelle très justement, mais aussi ironiquement (avec un brin de masochisme), le politologue gabonais Guy Rossatanga-Rignault (2008 : 18) dans son introduction de l'ouvrage dirigé par S. Bell<sup>25</sup> « [...] cette situation puise pour beaucoup [...] dans la fétichisation du savoir moderne qui en fait non pas un patrimoine de tous les hommes, mais une “chose du Blanc”, la “science du Blanc”, la “magie du Blanc” ou “le vampire du Blanc” ». De manière provocatrice, ce dernier a d'ailleurs sous-titré cette contribution « Propos incorrect sur l'université africaine au XXI<sup>e</sup> siècle ». Malheureusement, cette courte analyse au vitriol qui accuse les universitaires africains de rester de « simples détaillants, dépendants, en permanence des grossistes du Nord » ne propose pas de véritable alternative pour sortir de ce dilemme (*ibid.* : 19). Certes, les textes qui suivent se veulent constructifs et ne font pas trop dans l'afrocentrisme idéaliste et indigné. Le panel national des auteurs est varié (Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Togo), mais l'organisation de l'ouvrage est quelque peu schizophrénique au sens topographique du terme puisque les quatre premiers textes sont regroupés sous le titre de « La recherche universitaire africaine. État des lieux et perspectives », et prolongent ainsi les commentaires liminaires de Rossatanga-Rignault, alors que la seconde est plus banalement juridique et politiste sous le titre du politiquement correct, « Développement et bonne gouvernance ».

25. S. BELL, *La recherche scientifique et le développement en Afrique*, Paris, Karthala, 2008.

Cela dit, la première partie n'est guère homogène dans son écriture. Le professeur Elie Mavoungou, immunologue, nous propose une mise au point continentale sur la recherche : il passe en revue la situation au Maghreb, en Afrique subsaharienne et en Afrique du Sud. Toutefois ce chapitre, plutôt historique et institutionnel, débouche sur des généralités concernant la régionalisation ou l'éthique qui restent les lieux communs de ce genre d'approche. Deux chapitres présentent ensuite les universités de Dakar et de Saint-Louis, ce qui réduit le continent à l'extrémité de son finistère sénégalais (Abdoulaye Touré, Ismaïla Cisse et Mosé Chimoun). Le seul texte à retenir n'a peut-être finalement pas sa place dans ce genre de littérature puisqu'il porte sur les orientations de la critique (sous-entendue littéraire) en Afrique de 1984 à nos jours. L'auteur, Alain Joseph Sissao, est un enseignant réputé de Ouagadougou mais son approche ressort plus du cours didactique que d'une analyse en bonne et due forme du fonctionnement des départements de littérature (française et africaine) en Afrique francophone.

La seconde partie quitte le thème annoncé par le titre, ou du moins démontre que la recherche et le développement sont simplement considérés ici comme deux thèmes mis côte à côte sans implication mutuelle. La décentralisation et la lutte contre la pauvreté (Charles Nach Mback), la nature de l'État de droit (Leopold Donfack) ne semblent pas susciter de réflexions particulièrement originales. En revanche, la relecture du retour des partis uniques conçus comme des partis administratifs en Afrique noire francophone par Manassé Aboya Endong se situe dans la mouvance des travaux sur le néo-patrimonialisme et de la revue *Politique africaine*. Le texte analyse de nombreux cas précis et mérite d'entrer dans les bibliographies spécialisées. Mais, comme dans tout recueil francophone, l'afrocentrisme « traditionnel » veille. Fatou Camara du Sénégal nous parle ainsi des concepts de la bonne gouvernance traditionnelle au moyen de proverbes et de maximes wolof sans entrer dans l'histoire sémantique de ces notions. Dans la même veine, Lomomba Emongo expose « les vertus du nœud » dans un style poético-philosophique purement spéculatif qui ne peut que laisser tout lecteur perplexe. Bref, cet ouvrage est un excellent témoignage du genre des productions francophones qui nous laisse entièrement démunis face aux défis des liens à construire entre recherche et développement.

L'ouvrage dirigé par Y. Droz et A. Mayor est spécifiquement dédié à ce problème même s'il se limite pour l'essentiel aux relations entre la Suisse et l'Afrique de l'Ouest. Il n'évoque que les sciences humaines car il va de soi, malheureusement, que dans les autres registres de la recherche scientifique (de la vie et de la matière), les conditions de partenariat, de coopération et d'exportation des compétences et des technologies, pour ne pas parler des conditions des recherches nationales dans les pays du Sud, la situation est dramatiquement inégalitaire. La plupart des chapitres de cet ouvrage, découpé en trois parties, se présentent comme des états des lieux précis ou même des espèces de rapports d'activité. Toutefois, cet aspect factuel et formel débouche heureusement sur des exercices de sociologie des activités

professionnelles de l'organisation et du déroulement de ces recherches. Les deux premiers textes de Yvan Droz et de Jean-Pierre Jacob, spécialiste renommé de l'analyse de cette problématique (Jacob 2000)<sup>26</sup>, qui constituent la première partie, analysent froidement les effets supposés de ces partenariats, les attentes contradictoires des acteurs concernés : chercheurs européens, chercheurs africains, bailleurs de fonds, responsables institutionnels et universitaires proprement dits. Une partie importante des réflexions porte justement sur la formation à la recherche et dans la recherche. Plusieurs expériences positives sont d'ailleurs décrites sur ce point au Burkina Faso, en Afrique orientale, au Mali, au Bénin et au Niger dans les textes de la deuxième partie.

Ce panorama permet d'évoquer empiriquement des situations concrètes comme les effets de concurrence entre la recherche dite fondamentale et la recherche de consultance qui n'est pas forcément appliquée mais dont le caractère naturel en fait une réalité incontournable et perverse. Est-il possible par exemple de se comporter aujourd'hui comme si les avantages pécuniaires de la consultance n'avaient aucun effet sur la déontologie de la recherche en sciences humaines et sociales ? J.-P. Jacob va d'ailleurs jusqu'à décrire une soutenance de mémoire de maîtrise dans le cadre d'un partenariat universitaire au Mali. Hélène Charton décrit de son côté un stage de formation à l'enquête dite qualitative de terrain au Kenya et s'interroge sur les habitudes de délégation de ces opérations « subalternes » aux enquêteurs et assistants du bas de la hiérarchie universitaire. Alfred Babo analyse le cas de la Côte-d'Ivoire. Évidemment, les carences et difficultés évoquées ici ont dû s'accroître dans des conditions plus que dramatiques depuis 2007 ! Son analyse des obstacles à une carrière scientifique normale dans ce pays est néanmoins tout à fait utile : il débute sa sociologie par la mise en avant de l'importance de la place et du rôle des enseignants du supérieur dans le jeu politique et la haute administration publique en signalant par exemple le cas du président de la République de l'époque, Laurent Gbagbo. Il expose ensuite « la recherche d'un mieux être dans les cabinets et institutions privés » et cite les montants des différentiels de revenus selon les types de recherche. Pour toutes ces raisons, les institutions académiques lui semblent peu fiables. Cette première partie de l'ouvrage, qui comporte douze chapitres en tout, se conclut par une évocation du fonctionnement du Lasdel au Niger par Mahaman Tidjani Alou<sup>27</sup>. On en sort évidemment beaucoup plus optimiste, d'autant qu'ici le partenariat est en quelque sorte parfaitement contrôlé par l'institution africaine et non pas par les bailleurs de fonds. Il faut toutefois modérer notre optimisme burkinabé à la lecture d'un autre chapitre, rédigé par Alexis Kabore, qui tire les leçons d'une expérience suisse dans ce pays.

26. Jean-Pierre JACOB, *Sciences sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*, Paris, Cahiers de l'IUED, PUF, 2000.

27. Voir l'article de son fondateur, Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (dans ce numéro).

Le titre en est d'ailleurs significatif et réflexif : « De la coopération au développement au partenariat scientifique et retour. » L'intérêt de ce texte est qu'il est rédigé depuis le point de vue de l'étudiant africain qui découvre les obstacles à la réalisation d'un stage et d'un engagement dans un travail doctoral. Un tel exercice devrait être imposé à tous ceux qui bénéficient d'un soutien extérieur, afin d'en évaluer l'efficacité et la pertinence.

Après avoir examiné les formes du partenariat, les éditeurs de l'ouvrage nous invitent à prendre connaissance de quelques expériences plus institutionnelles et pérennes. L'anthropologue bernois Tobias Haller nous expose quelques partenariats suisses et leurs difficultés de fonctionnement. Le cas de l'anthropologie à l'Université de Yaoundé, qu'il qualifie de réussite, est pourtant paradoxal puisque les responsables universitaires camerounais de cette discipline ont externalisé leur centre de recherche qui reçoit des financements pour des activités de consultance avalisées ensuite par des diplômés universitaires, ce qui rencontre néanmoins quelques difficultés, concède-t-il. Il n'évoque nullement la qualité de cette recherche, mais à lire l'état des lieux de l'anthropologie africaine postcoloniale rédigé et publié dans un autre ouvrage par son responsable, Paul Nchoji Nkwi (2006)<sup>28</sup>, on peut s'interroger sur les sens scientifiques d'un tel partenariat. Ensuite Karola Elwert-Kretschmer décrit très précisément la coopération entre l'Allemagne et le Bénin. Cette étude révèle une diversité des types d'acteurs et d'actions engagés qui nous semblent contraster vivement avec ce que nous connaissons des modes de « partenariat » à la française. Un dernier texte par Mohomodou Houssouba présente enfin une expérience assez originale sous le titre « Des chercheurs expatriés en réseau national pour la recherche. Le cas du Symposium malien sur les sciences appliquées (MSAS) ». Il s'agit d'une expérience qui se développe de plus en plus dans les communautés de migrants académiques (notamment du Nigeria ou de pays d'Amérique latine), mais la véritable solution ne peut venir que des acteurs locaux car l'aide financière est loin d'être la réponse à tout.

Nous allons examiner maintenant d'un peu plus près l'engagement de certaines sciences sociales dans l'analyse ou même dans la mise en pratique des programmes de développement. Certes, les grandes contraintes évoquées depuis le début de cette chronique restent valables mais notre examen va s'efforcer d'évaluer les effets du développement en tant qu'objet, mais aussi en tant que milieu professionnel au sein des paradigmes tant traditionnels qu'actuels. La dynamique historique des évolutions disciplinaires et de leurs configurations thématiques ou sous-disciplinaires n'est pas celle des politiques opérationnelles du développement, elle est bien plus lente et bien moins internationale ou mondiale. Nous aborderons successivement la sociologie africaine, la linguistique franco-africaine et l'anthropologie européenne.

28. Paul NCHOJI NKWI, « Anthropology in a Post-colonial Africa : the Survival Debate », in G. L. RIBEIRO & A. ESCOBAR (eds.), *World Anthropologies. Disciplinary Transformations in Systems of Power*, Oxford, Berg, 2006.

Sociologie africaine francophone ou sociologie française africanisée ?<sup>29</sup>

La quarantaine de textes que nous offrent les deux recueils parus simultanément en 2010 brossent un triple tableau national, thématique et problématique. Le volume dirigé par M. Hirschhorn et M. Tamba est le résultat d'une conférence organisée par l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) en avril 2007, et ceci explique que plus d'un tiers de ses textes soient le fait de chercheurs français qui parlent plus en direction des sociologues africains que des travaux ou des objets de ces derniers. L'autre volume est le fruit d'un colloque tenu à Yaoundé en 2005. La lecture de ces deux ouvrages confirme que seul un panorama national peut servir de fondement à une approche réaliste et pragmatique des sciences sociales sur le continent africain. Un seul texte, du sociologue gabonais Pierre-Fidèle Nze Nguema, affiche l'ambition (en pas plus de cinq pages !) de construire le champ scientifique sociologique en Afrique sans mentionner d'enracinement national particulier. Certes, cette forme de sentiment panafricain est dominant chez la plupart de nos collègues francophones et probablement aussi anglophones. Pour ce qui est des présentations nationales, il faut distinguer les textes qui brossent un état des lieux, y compris parfois statistique, et ceux qui évoquent un thème ou une problématique liée à un pays particulier.

En ce qui concerne les états des lieux nationaux, seuls le Sénégal, la République populaire du Congo, la République démocratique du Congo, la Côte-d'Ivoire, le Burkina Faso, les cinq États de l'Afrique centrale (République populaire du Congo, Gabon, République centrafricaine, Tchad et Cameroun), la Tunisie et Madagascar bénéficient de cette attention. Notons que M. Tamba, co-éditeur du premier volume, nous offre dans l'autre recueil une étude sur la situation du Sénégal. Pour ce qui est des approches thématiques « nationales », deux textes portent sur le Sénégal dans l'ouvrage de l'AISLF, et un sur le Togo et quatre sur le Cameroun dans l'autre ouvrage. C'est dire que la représentativité francophone des deux ouvrages n'est que partielle, puisqu'au moins un tiers des États concernés ne sont même pas évoqués du tout.

Une fois fait ce constat, on se doit d'élargir notre interrogation quant à l'inconscient (pan)africain qui irrigue tous ces écrits : que faire de sciences sociales dont le seul point de repère un demi-siècle après les indépendances reste l'ancienne métropole coloniale ?<sup>30</sup>. Si l'on veut penser « africain » (et plus précisément sénégalais, togolais, congolais de la rive droite ou de la rive gauche), ne faut-il pas intégrer les expériences et traditions anglophones

29. À propos de : Monique HIRSCHHORN & Moustapha TAMBA (dir.), *La sociologie francophone en Afrique. État des lieux et enjeux*, Paris, Karthala, 2010 ; Valentin NGA NDONGO & Emmanuel KANDEM (dir.), *La sociologie aujourd'hui : une perspective africaine*, Paris, L'Harmattan, 2010.

30. N'oublions pas le cas de certaines anciennes colonies belges comme le Burundi ou le Rwanda qui, bien que francophones et productrices significatives en sciences humaines et sociales, ne sont pas évoquées dans ces recueils.

et notamment sud-africaines mais aussi lusophones ? Cette façon de procéder de tous nos auteurs confirme immédiatement un fait empirique problématique à tous les points de vue : les sociologues francophones ne sortent pas de leur « pré carré » colonialo-linguistique et n'étudient pas leurs voisins anglophones. Il existe de multiples organisations panafricaines (au sens purement diplomatique) en matière de recherche, comme le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria), mais le développement de pratiques transnationales se laisse attendre.

Signalons enfin l'existence de textes portant sur les mises en œuvre pédagogiques de tel ou tel programme de sociologie : chaque ouvrage nous offre un texte portant sur le pays organisateur de la conférence, le Sénégal dans un cas et le Cameroun dans l'autre<sup>31</sup>.

De quoi parlent alors ces sociologues ? Le développement est-il au cœur de leurs préoccupations ou au contraire une espèce de référence obligée ? À lire les états des lieux par pays, on se rend compte que le développement n'est que l'une des thématiques des formations universitaires en sociologie. Mais ce que personne ne semble pointer du doigt, c'est que toutes les thématiques mentionnées (famille, ville, santé, éducation, etc.) sont entièrement rongées de l'intérieur (recherches dites fondamentales) et de l'extérieur (consultances) par la « problématique » du développement. En tout cas, les sentiments souvent critiques et négatifs des auteurs quant à la bonne santé scientifique (et pédagogique) de leur discipline ne vont pas jusqu'à la remettre en cause comme le font certains pour l'ethnologie et l'anthropologie.

Certes, la consultance en soi est très perverse, mais il existerait une bonne expertise malgré tout et, de toutes les manières, il n'y a de consultance qu'en matière de développement, c'est-à-dire de changements sociétaux induits ouvertement par ce dernier. La situation qui en découle est donc une espèce de cercle vicieux. Un sociologue sénégalais a d'ailleurs une très jolie expression pour désigner ce type de discipline « en rapport avec la demande sociale », il parle de « sociologie portative » (du fait que les projets et les termes de référence sont définis à l'avance par les organismes [Diedhou, p. 155]). P. Diedhou met d'ailleurs en parallèle ce comportement et celui de « prostitué intellectuel » du sociologue qui fait passer son point de vue pour celui de la sociologie à longueur de colonnes de journaux (ce qui est effectivement très courant au Sénégal<sup>32</sup>). Le sociologue burkinabé Ram Christophe Sawadogo ne dit pas le contraire lorsqu'il expose les conceptions

31. Notons l'étude d'Emmanuel AMOUGOU MBALLA (« La production des connaissances sociologiques pratiques des sociologues et sociologie pratique dans les écoles nationales d'architecture en France », in V. NGA NGONDO & E. KAMDEM (eds.), *La sociologie aujourd'hui : une perspective africaine*, Paris, L'Harmattan, 2010), sur l'enseignement de la sociologie dans les écoles nationales d'architecture... en France ! Mais l'auteur a enseigné à Strasbourg et enseigne à Bordeaux, ce qui explique ce choix.

32. Voir les articles cités par Boubacar NIANE (dans ce numéro).

officielles et stratégiques du Burkina Faso à propos de cette discipline qui « doit servir le développement » (Sawadogo, pp. 69, 70, 83).

Plusieurs auteurs de l'ouvrage dirigé par Nga Ndongo et Kandem abordent explicitement la sociologie ou la socio-anthropologie du développement. Ainsi, Camille Ekomo Engolo, Pierre Mboumbouo et Godefroy Ngima Mawong tracent un portrait général de la sous-discipline qui semble relever encore d'une définition remontant aux années 1950-1980 de G. Balandier ou d'A. Guichaoua et Y. Goussault. Les seuls auteurs à citer les travaux de Jean-Pierre Olivier de Sardan et de ses équipes ou collaborateurs, c'est-à-dire des références des années 1995 et suivantes, sont P. Diedhou ou les chercheurs français du volume dirigé par Hirschhorn et Tamba !

Cette réaction se comprend aisément à la lecture des textes consacrés explicitement ou partiellement à l'ethnologie et à l'anthropologie. Ainsi Valentin Nga Ndongo, Jean Nzhié Engono et Mbonji Edjengélé, à propos du Cameroun, rappellent que la sociologie a progressivement remplacé dans les *cursus* une ethnologie ou anthropologie très « traditionniste » qui refusait d'étudier le changement moderne, et que c'est une bonne (ou une mauvaise) chose<sup>33</sup> qu'elle ait disparu de l'agenda universitaire.

Pour prendre un point de vue synoptique sur ces deux recueils, la conclusion paraît évidente malgré la qualité très différente des textes : la sociologie est une discipline généraliste, mais dans les faits on reconnaît, admet ou déplore — selon les cas (et aussi peut-être selon le pays d'exercice) — que cette sociologie se contente de faire de l'empirisme développementiste très sectoriel mais souvent également très généraliste et même philosophique. L'anthropologie du développement est quasiment méconnue, ce qui implique que ce sont les thématiques imposées par la consultance internationale qui dominant à la fois les *cursus* et les recherches universitaires (lorsqu'elles existent). Comme nous verrons plus loin (mais on a déjà pu s'en rendre compte à la lecture de l'introduction et de plusieurs articles de ce numéro), l'anthropologie a considérablement renouvelé toutes ces pratiques et toutes ces problématiques<sup>34</sup>. Les ignorer ou ne pas en débattre ne peut que conforter la soumission de fait de ces sociologies nationales aux paradigmes « étrangers » et aux *desiderata* des bailleurs de fonds. C'est bien dommage et surtout très triste, même si plusieurs voix, apparemment un peu solitaires, dénoncent cette marginalisation aussi bien internationale que nationale.

33. Les avis divergent ici, ce qui est bien, mais comme il n'y a pas trace des débats du colloque dans l'ouvrage, nous ne saurons rien des avis réciproques sur ces positions comme de ceux des autres sociologues présents.

34. Je regrette quelque peu que l'introduction de M. Hirschhorn et M. Tamba, tout en soulignant les principaux problèmes de cette sociologie francophone, soit imprécise sur certaines chronologies et passe sous silence les problèmes (pan)africains des perspectives dominantes. Enfin, il aurait peut-être fallu mieux cadrer la lecture comparée des textes africains et des textes français (et belges). Le peu d'intérêt de certains de ces derniers pour les effets sociologiques de la réalité sociale et culturelle africaine dans la sociologie « africaine » est en tout cas proprement stupéfiant.

Voilà justement pourquoi votre développement est muet !<sup>35</sup>

Lors de la réunion fondatrice de l'APAD en 1991, un agronome français, travaillant je crois au Cameroun, nous avait raconté l'anecdote suivante : lors d'une visite officielle avec les autorités administratives, politiques et les bailleurs de fonds dans la région de son intervention, il se mit à discuter avec un paysan qu'il connaissait — dans la langue véhiculaire ou maternelle de ce dernier — sur les problèmes des parcelles en culture devant lesquelles s'était arrêtée la délégation. Un autre agronome lui fit remarquer après qu'il eût terminé cette conversation : « Mais pourquoi lui parles-tu ? Il suffit qu'il écoute ce qu'on lui dit. » Malheureusement en termes linguistiques, la situation n'a guère changé depuis, dans toute l'Afrique francophone et peut-être même plus largement continentale. C'est pourquoi l'ouvrage collectif dirigé par le linguiste Henry Tourneux ne peut qu'attirer l'attention. La moitié des textes est rédigée par des chercheurs africains. Pourtant, sa lecture nous laisse sur notre faim et ce pour plusieurs raisons, en bonne partie éditoriales. Ainsi trois textes, au demeurant très intéressants, sont consacrés à la même population de Côte-d'Ivoire, les Tura, qui sont 60 000 et habitent au nord de Man<sup>36</sup>. Ils occupent presque la moitié de l'ouvrage, ce qui limite quelque peu la prétention généraliste et « africaine » du recueil qui compte douze textes et une introduction. Mais la seconde remarque porte sur la préoccupation développementaliste : seul un tiers de ces textes porte explicitement sur le développement, les autres portant sur l'école, l'alphabétisation, la littérature et même les livres pour la jeunesse. Cet ouvrage participe bien de cette idéologie qui veut que tout soit contaminé par le développement sans circonscrire et construire les pratiques spécifiques pouvant y correspondre.

Pourtant les textes sur les Tura peuvent améliorer notre compréhension de ce phénomène. Un linguiste suisse chevronné, Thomas Bearth, examine comment la langue façonne la compréhension de la réalité et des opérations locales dites de développement au sein de cette population. Il montre en quoi cette situation concerne trois générations qui n'ont pas vécu les mêmes expériences linguistiques de leur propre langue. Les autres contributions sur cette population, celle de Joseph Baya sur « La communication en temps de crise dans un projet de gestion de ressources naturelles » et celle de Lydie Vé Kouadio, « Nous voulons "connaître papier" ou l'engouement de la femme toura pour l'alphabétisation en langue locale »<sup>37</sup> permettent de rentrer un

- 
35. À propos de : Henry TOURNEUX (dir.), *Langues, culture et développement en Afrique*, Paris, Karthala, 2008 ; Henry TOURNEUX & Léonie MÉTANGMO-TATOU (dir.), *Parler du sida au Nord-Cameroun*, Paris, Karthala, 2010.
36. Les Tura ont fait l'objet de recherches ethnologiques depuis plus d'un demi-siècle puisque Bohumil Holas leur avait déjà consacré un ouvrage en 1962 (Bohumil HOLAS, « Les Tura. Esquisse d'une civilisation montagnarde de Côte-d'Ivoire, Paris, PUF, 1962).
37. Je m'interroge sur l'usage d'une pluralité de transcriptions orthographiques sans explication du nom de cette population dans un ouvrage de linguistique (Tura ou Toura) ?

peu plus, de manière malheureusement tout aussi technique pour un non-linguiste, dans la manière de penser, de comprendre et de parler d'une population soumise à toutes sortes d'injonctions.

En fait, deux articles abordent explicitement ce qui semble être le thème de l'ouvrage si l'on en saisit bien le sens du titre, celui de Anne-Marie Dauphin-Tinturier sur des femmes de Zambie, et surtout celui de Issa Diallo, linguiste du Burkina Faso, sur « Langues nationales et efficacité de la formation technique des paysans au Burkina Faso ». Cette sociologie de l'exercice de formation met en lumière les faits suivants (p. 175) : le formateur est un technicien supérieur et la langue de formation reste le français ; le niveau en français de certains participants était nul et de nombreux participants étaient analphabètes. Du coup, le rôle du traducteur en langue nationale et en français est décisif et les limites de l'oralité éclatent au grand jour, mais l'oralité est pourtant bien la condition normale de toute la population. Que faire ?

Encore une fois si tout est développement, rien n'est développement. L'argumentaire des auteurs de l'ouvrage rencontre certainement l'approbation de tous les acteurs de ce genre d'opération, mais une lecture attentive de certains textes montre qu'ils évoquent des situations souvent anciennes de vingt, voire trente ans, qui ne semblent guère avoir évolué positivement. Un esprit involontairement nostalgique se dégage de ces textes, puisqu'ils laissent entendre que cela fait longtemps qu'on essaie de faire certaines choses plus intelligemment mais que le progrès est très lent, sinon même insignifiant, et qu'il faut sans cesse, comme Sisyphé, faire parler « africain » un développement restant muet pour ses bénéficiaires comme pour ses intervenants actifs. On regrettera dans ces conditions l'absence de synthèse conclusive, voire prospective, sur les solutions anciennes ou nouvelles qu'il faudrait (re)mettre à l'ordre du jour. Il est certain que le développement à la française et à la francophone n'est guère un modèle et que, dans une grande partie du monde, les langues locales et véhiculaires sont utilisées de manière bien plus pragmatique et plus efficace. En tout cas, une touche comparative, africaine d'abord, puis tiers-mondiste ou sudiste ensuite, aurait permis de relativiser ou de marginaliser (selon le point de vue du lecteur) encore davantage une attitude des plus contreproductives<sup>38</sup>.

38. On pourra feuilleter également l'autre ouvrage dirigé par TOURNEUX et METANGMOTATOU (*Parler du sida au Nord-Cameroun*, Paris, Karthala, 2010), sur les perceptions du sida chez les Peuls du Nord-Cameroun. Une quinzaine de courtes contributions évoquent les discours chrétiens, islamiques, les affiches de la fondation Coca-Cola ou encore la presse, les représentations des élèves ou des personnels de santé. Les informations sont stimulantes, mais au vu de la sensibilité de la question et de la diversité des « supports » analysés, la réflexion méthodologique et déontologique sur les protocoles de l'enquête semble bien sommaire. De plus, rien ne filtre sur les usages potentiels ou réels d'une telle enquête d'opinion, ce qui nous laisse quelque peu désarmés face à la signification des résultats. Pour mieux saisir les conditions des recherches sur le sida, il faut se reporter aux réflexions de L. Vidal dans son ouvrage critiqué à la toute fin de cette chronique et bien entendu dans son article (VIDAL dans ce numéro).

Le dernier mot revient-il provisoirement à une anthropologie totale du développement ?<sup>39</sup>

Avant de s'atteler à la lecture de cette dernière section, le lecteur consciencieux se doit de faire un petit détour par la lecture du compte rendu (dans ce numéro) de l'ouvrage collectif dirigé par L. Atlani-Duault et L. Vidal rédigé par le sociologue Bruno Lautier. Il faut garder en tête les excellentes remarques et questions qu'il pose afin de conserver une position distanciée dans ce panorama qui pourrait être considéré comme un plaidoyer *pro domo* abusif. Nous tenons cependant à souligner l'ambition de l'anthropologie sociale à pratiquer ce qu'on pourrait appeler la posture du grand écart entre une perception macro comme le plan d'ajustement structurel<sup>40</sup>, la structure de l'État, la logique des opérations sur le terrain d'une part<sup>41</sup>, et les comportements des groupes bénéficiaires, les représentations culturelles des pratiques productives, ou encore la vie quotidienne des intervenants étrangers et les problèmes déontologiques des chercheurs ou des observateurs du développement d'autre part.

L'ouvrage d'Olivier d'Hont, qui a été publié il y a six ans, ne relève pas des publications récentes, et encore moins de l'état d'esprit dominant des études dont nous allons parler. Mais j'en rappelle l'existence parce que ses qualités dépassent de loin la seule demande du développement, dans la mesure où il expose, comme son titre l'indique, les « techniques et savoirs des communautés rurales ». À force de se détourner des traditions du changement social initialement rural et productif, et des méthodes ethnographiques de description et d'enregistrement qui y correspondent, l'anthropologie risque d'oublier complètement ce qui a constitué l'apport premier

39. À propos de : Olivier d'HONT, *Techniques et savoirs des communautés rurales. Approche ethnographique du développement*, Paris, Karthala, 2005 ; Thomas BIRSCHENK, Giorgio BLUNDO, Yannick JAFFRÉ & Mahaman TIDJANI ALOU (dir.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Paris, APAD-Karthala, 2007 ; Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « Introduction thématique : La crise alimentaire de 2004-2005 au Niger en contexte », *Afrique contemporaine*, 225 (1), 2008, pp. 17-38 ; Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN & Mahaman TIDJANI ALOU (dir.), *Les pouvoirs locaux au Niger. Tome 1 : À la veille de la décentralisation*, Paris, Karthala ; Dakar, CODESRIA, 2009 ; Giorgio BLUNDO & Pierre-Yves LE MEUR (eds.), *The Governance of Daily Life in Africa. Ethnographic Explorations of Public and Collective Services*, Leiden, Brill, 2009 ; Sten HAGBERG & Charlotta WIDMARK (eds.), *Ethnographic Practice and Public Aid. Methods and Meanings in Development Cooperation*, Uppsala, Uppsala Universitet, Uppsala Studies in Cultural Anthropology, 45, 2009 ; Anne-Meike FECHTER & Heather HINDMAN (eds.), *Inside Everyday Lives of Development Workers. The Challenges and Futures of Aidland*, Sterling, Kumarian Press, 2011 ; Didier FASSIN, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Gallimard-Éditions du Seuil, 2010 ; Laurent VIDAL, *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*, Paris, La Découverte, 2010.
40. J. PFEIFFER & R. CHAPMAN, « Anthropological Perspectives on Structural Adjustment and Public Health », *Annual Review of Anthropology*, 39, 2010, pp. 149-165.
41. Pour nous en tenir aux thématiques des ouvrages ou articles passés ici en revue.

de cette discipline : la mise au point de techniques d'observation et d'analyse des pratiques paysannes de transformation de la nature et de ses produits. La lecture de O. d'Hont conforte les principes de la lenteur et de la minutie ethnographique qui se doivent d'être extrapolés dans tous les autres milieux productifs, sociaux et environnementaux. L'incertitude et l'aléatoire des actions et des représentations s'enfouissent au tréfonds de pratiques quotidiennes à première vue insaisissables. P. Lavigne Delville dans sa contribution (dans ce numéro) a subtilement démontré les effets limités, ou au contraire conséquents, de l'observation selon la position de l'observateur. Il ne faut pas oublier les enjeux matériels et techniques qui construisent les enjeux sociaux et de pouvoir.

L'ouvrage d'hommage à Jean-Pierre Olivier de Sardan (« des essais » disent le sous-titre) est très volumineux, puisque ce sont vingt-neuf auteurs d'une dizaine de nationalités qui y ont contribué. L'ouvrage est d'autant plus utile qu'il comprend, comme il est d'usage pour ce genre de volume, la liste des doctorats dirigés par le chercheur et une biblio-filmographie complète (jusqu'en 2007). On trouvera également la présentation des contributeurs et le résumé des contributions. L'ouvrage est organisé en quatre parties couvrant les grands domaines de son anthropologie du changement social et des espaces publics. Ces parties sont précédées d'une partie introductive de synthèse de quatre textes mettant en lumière quatre facettes de son œuvre dont la lecture est indispensable à quiconque veut saisir toute la carrière de l'anthropologue qui est périodisée en au moins trois parties : une anthropologie sociale et historique des sociétés du Niger (1965-1980), un retour en arrière sur la France (années 1980)<sup>42</sup>, et puis ce que tout le monde connaît le mieux, son retour sur les terrains ouest-africains du développement à partir de 1993. Certes, on pourrait dire que Jean-Pierre est « L'homme du Niger », si ce titre n'était celui d'un film mélo et colonial de la belle époque qui évoque en fait l'Office du Niger du Soudan d'alors (Jacques de Baroncelli 1939) et que cette allusion puisse prêter à confusion !

Les quatre textes de l'introduction sont transversaux et un peu chronologiques. Le tout premier est certainement le plus nécessaire. Rédigé par Mahaman Tidjani Alou il décrit l'investissement nigérien de l'anthropologue, la manière dont il a construit sa posture et son analyse des sociétés songhaï-zarma. Les trois autres textes introductifs abordent la genèse et la configuration de cette posture, notamment Yannick Jaffré qui la voit passer du parcours d'un seul à une posture commune et partagée (avec les collaborateurs de l'APAD<sup>43</sup>, du Lasdel<sup>44</sup>, du projet « Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques » [ECRIS], etc.). D'un point

42. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à intervenir dans les domaines de la coopération et de développement par le biais de la formation.

43. Association pour la promotion d'une agriculture durable.

44. Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local.

de vue thématique, ce sont Thomas Bierschenk à propos de l'anthropologie du développement (« un enchevêtrement des logiques sociales ») et Giorgio Blundo pour l'anthropologie politique (« un afro-réaliste réformiste ») qui en exposent les implications et les évolutions. Bierschenk organise sa démonstration autour de huit postulats synthétisant parfaitement la démarche d'Olivier de Sardan, tandis que Blundo expose le passage d'une anthropologie politique classique à une anthropologie des pouvoirs locaux, de l'État au quotidien avec la corruption en exergue. Sa conclusion, intitulée « Interdisciplinarité, engagement, collégialité » résume bien l'esprit entrepreneurial ayant animé Olivier de Sardan, puisqu'il laisse un héritage institutionnel et pratique et non seulement idéal et livresque. Les vingt-sept autres articles sont répartis entre les deux versants de l'anthropologie du changement social et du développement d'une part, et l'anthropologie des espaces publics d'autre part. Le troisième thème apparaît malheureusement comme une espèce de fourre-tout : religion, magie et santé, alors que ce dernier domaine est pour certains lecteurs d'Olivier de Sardan le champ définissant explicitement sa spécialité. Le dernier thème se veut plus méthodologique, bien que la plupart des textes de ce recueil abordent aussi longuement cet aspect de la production de l'anthropologue. Les connaisseurs reconnaîtront les articles référents sous le chapeau de cette section « Politiques de terrain. Enjeux de l'interprétation ».

Les six contributions consacrées à la thématique fondatrice de la démarche sont analysées et commentées de manière très précise et souvent critique. L'inspirateur de cette démarche, l'anthropologue britannique Norman Long, repasse en revue ses différends avec l'anthropologue français alors que P. Lavigne Delville, P.-Y. Le Meur, N. Bako-Arifari et J. Bouju, compagnons de route de longue date, reviennent chacun à leur façon sur les liens et les distinctions entre anthropologie fondamentale, anthropologie appliquée, anthropologie sur ou pour le développement et expertise anthropologique des projets ou des opérations. On retrouvera d'ailleurs une idée de ces réflexions dans certaines des contributions de ce numéro des *Cahiers*. Cette méthodologie de l'anthropologie de l'action et de l'intervention constitue probablement l'apport le plus systématique de l'ouvrage dans son entier. En effet, la deuxième section est constituée de contributions beaucoup plus empiriques et descriptives. Le Burkina Faso, le Niger, le Bénin et le Ghana en constituent les terrains. La démocratie locale, la corruption (J. Gould, S. Hagberg), l'école (T. Bierschenk), les droits de propriété foncière et le marché foncier (C. Lund, J.-P. Jacob, P.-J. Laurent, R. Mogbo) exposent la méthode Olivier de Sardan en action, ou du moins évoquent ses manières de procéder concrètement. Le dernier texte de cette section, dû au géographe Emmanuel Grégoire de l'IRD, aborde la réaction conjointe de Jean-Pierre et de lui-même face aux condamnations du coup d'État du général Ibrahim Baré Mainassara du 27 janvier 1996. Leur « défense » du coup d'État nous fait pénétrer dans les arcanes des attitudes des autorités françaises, diplomatiques et scientifiques, et des nouvelles autorités nigériennes. La question

de l'engagement public du chercheur est carrément posée et, pour avoir moi-même condamné leur attitude à l'époque, je comprends beaucoup mieux les raisons de cette défense paradoxale d'un coup d'État de la part de chercheurs tout ce qu'il y a de plus démocrates et connaissant de surcroît parfaitement le Niger.

La troisième section rassemble des textes disparates, mais la qualité des auteurs comme M.-E. Gruénais, P. Geschiere ou encore M. Last prouve l'étendue de l'influence d'Olivier de Sardan. La dernière section revient donc sur l'image du méthodologue que l'anthropologue véhicule depuis la parution de son ouvrage de 1995, et surtout de ses articles de la revue *Enquête* de 1995 et 1996. K. Langewiesche examine les rapports entre recherche et croyance (religieuse) dans un texte de sociologie historique de la connaissance et C. Lentz analyse en profondeur les retours oraux sur le terrain des travaux écrits des anthropologues et des liens entre histoire orale et les « politiques » de l'anthropologie. Le texte le plus ardu de tout le recueil nous est proposé par J.-P. Chauveau, « Socio-anthropologie et variation d'échelle. Ouvrir le jeu entre "rigueur du qualitatif" et "interprétation au sens large" ». Il s'agit là d'une véritable explication épistémologique de texte qui peut sembler inutilement micro-analytique, mais qui pose certains des problèmes les plus importants en matière de procédures d'explication anthropologique. Un dernier texte dû à M. Koné rappelle un peu sommairement les avantages et qualités de la méthode « Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques » (ECRIS) qui a fait la réputation d'Olivier de Sardan dans les milieux professionnels du développement. Un recueil de ce genre n'a pas de conclusion ou de synthèse des contributions, mais il s'agit sans aucun doute d'une leçon d'anthropologie grandeur nature confirmant que cette anthropologie du développement comporte un patrimoine général dépassant de loin un thème encore trop souvent considéré comme secondaire, sinon comme peu anthropologique en soi.

Deux autres publications enrichissent l'expérience collective des recherches animées par J.-P. Olivier de Sardan. La première porte sur la crise alimentaire du Niger en 2004-2005. Contrairement à l'idée couramment répandue de famine, les travaux approfondis conduits par le Lasdel à la demande de l'Agence française du développement (AFD) et de Médecins sans frontières (MSF-France), à peine un an après les événements, démontrent plusieurs faits importants. Les stratégies locales de débrouille ont été plus efficaces que les aides extérieures dans la solution conjoncturelle des problèmes. Plusieurs études ponctuelles décrivent les modes de gestion vus depuis l'intérieur des structures politiques chargées de prévenir et de distribuer les secours. Les médias, mais aussi les relations entre agriculteurs et éleveurs, les retombées des stratégies des ménages au niveau de la malnutrition infantile sont autant de domaines qui permettent d'apprécier « la crise alimentaire vue d'en bas » à partir de sept sites de recherches. J.-P. Olivier de Sardan nous offre à la fin du dossier une importante synthèse de près de quatre-vingts pages qui

retrace le tableau global de l'ensemble des facteurs et des effets de cette situation. Rédigé par une équipe expérimentée et familière du Niger et de ses particularités, ce dossier nous confirme aisément non seulement la pertinence des approches anthropologiques pour ausculter une situation complexe, mais l'efficacité cumulative de plusieurs bilans locaux pour évoquer la diversité des réponses à une telle crise.

Une des grandes préoccupations des chercheurs réunis autour d'Olivier de Sardan depuis quinze ans est l'observation des pouvoirs au village<sup>45</sup> ; pourtant, ce thème n'apparaît pas aussi central qu'il le devrait dans l'ouvrage d'hommage. C'est pourquoi, là aussi, il faut en compléter la lecture par le premier volet de l'importante synthèse éditée par lui-même et M. Tidjani Alou, *Les pouvoirs locaux au Niger*. Cet ensemble d'une quinzaine de textes porte sur la situation « à la veille de la décentralisation ». Un deuxième volume examinera la mise en place des communes et un troisième devrait porter sur les élections municipales. À la suite d'une introduction rappelant succinctement les fondamentaux de l'approche du Lasdel, et d'une première partie qui détaille en deux chapitres le fonctionnement des chefferies depuis l'époque coloniale, rédigées par les éditeurs de l'ouvrage, le thème se voit abordé d'abord sous l'angle des dynamiques, puis sous celui de six études de cas. Les cinq dynamiques mises en lumière sont en fait tout aussi localisées. E. K. Hahounou examine le rôle des partis politiques dans les arènes locales, et C. Lund les dynamiques politiques dans le contexte de la démocratisation à Zinder. Hahounou s'appesantit ensuite sur les associations cantonales alors que Bako-Arifari examine les relations entre les Peuls, les pouvoirs locaux et l'État à Gaya. G. Blundo nous présente, quant à lui, une longue étude sur les ordures et l'assainissement, texte qui renvoie par ailleurs à l'ouvrage collectif qu'il a dirigé avec P.-Y. Le Meur sur cette thématique de la gouvernance quotidienne (voir plus loin). Les études de cas, quant à elles, se complètent heureusement puisqu'elles n'abordent pas ces rubriques de manière formelle et formatée, mais au contraire, mettent en lumière, chacune à leur façon, les particularités qui vont influencer la politique nationale commune de décentralisation. On peut toutefois regretter que dans cet ouvrage, tout comme dans le numéro d'*Afrique contemporaine*, il n'y ait aucune illustration cartographique, ce qui aurait pourtant permis de situer les multiples terrains enquêtés pour ceux qui ne connaissent pas le Niger.

La nouveauté des évolutions politiques sur un demi-siècle ne nous empêche pas de nous remémorer le titre de l'un des ouvrages majeurs de la renaissance de l'anthropologie politique micro-empirique dans les années 1960, à l'aube des Indépendances obnubilées par l'État national, *Local Level Politics*<sup>46</sup>, titre régulièrement cité dans les travaux de l'anthropologue et que l'on retrouve encore ici dans la bibliographie. Cela pourrait également

45. T. BIRSCHENK & J.-P. OLIVIER DE SARDAN (dir.), *Les pouvoirs au village. Le Bénin entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala, 1998.

46. M. SWARTZ (ed.), *Local Level Politics*, Chicago, Aldine, 1968.

ressembler à du « politique par le bas » des années 1980, mais tous ces anthropologues, en confrontant systématiquement tous les groupes sociaux aux armatures institutionnelles actuelles à travers les incarnations successives qu'elles ont pu connaître dans le passé colonial et postcolonial (on peut presque parler ici d'histoire longue), proposent une nouvelle voie plus locale au sens des arènes politiques affectionnées par Olivier de Sardan mais tout autant nationale, puisque c'est l'État qui est en train de se décentraliser. On saisit bien ainsi la translation de la problématique en cours d'élaboration, allant du développement aux espaces publics locaux. D'ailleurs, un document de travail de la même époque confirme l'importance de cette démarche, puisque l'anthropologue y expose « Les huit modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest »<sup>47</sup>. L'annexe de ce document nous rappelle que le Lasdel a déjà conduit soixante-dix-huit enquêtes locales et publié cinq rapports de synthèse intermédiaires qui préparent l'ouvrage dont nous venons de parler ou ceux qui sont annoncés.

À ceux qui, à juste titre, s'inquiéteraient de la perte de visibilité, à force de localisme, des sommets nationaux de l'État ou des États, nous rappellerons l'ouvrage dirigé par G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan sur l'État et la corruption<sup>48</sup>, et surtout ce que nous annonce la courte synthèse problématique et provisoire que T. Bierschenk vient de diffuser sous forme de document de travail, « States at Work in West Africa : Sedimentation, Fragmentation and Normative Double-Binds »<sup>49</sup>. Ce texte fait en effet le point sur les résultats d'une très grande enquête sur « L'État en chantier » (traduction autorisée de *States at Work*) menée dans quatre pays (Bénin, Mali, Ghana et Niger) par une vingtaine de chercheurs européens et africains et financée par la Fondation Volkswagen. Bierschenk parle même à ce propos de redécouverte de l'État.

Avant d'en revenir au développement proprement dit, il convient d'aborder justement ce domaine de la gouvernance quotidienne qui est l'une des autres facettes du pouvoir politique local par le bas et, dans ce cas, par les usagers. L'État africain n'est finalement une affaire politique que de manière accessoire : il est d'abord affaire de pouvoir et de redistribution ou de captation différentielle des ressources. Cette exploration ethnographique des services publics et collectifs est une véritable plongée dans la fabrique même de la société de l'État moderne, de ce qui mobilise les citoyens pour ou contre lui.

Pour une fois, un ouvrage collectif africaniste (issu de la conférence bi-annuelle de l'APAD tenue en 2002 à Leiden) nous offre une représentativité signifiante, puisque ses onze études couvrent neuf pays du Sénégal à la Tanzanie, en passant par le Malawi et l'Afrique du Sud (et bien entendu

47. J.-P. OLIVIER DE SARDAN, *Études et travaux*, 79, Lasdel, sept. 2009.

48. *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*, Paris, APAD-Karthala, 2007.

49. Arbeitspapiere/Working Paper n° 113, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg Universität, Mainz.

le Niger). Par ailleurs, la couverture thématique est tout aussi large, puisque les auteurs abordent la santé, le foncier, l'accès à l'eau, la gestion des ordures pour ce qui est du registre de la vie sociale, alors que les aspects plus « régaliens » de l'État sont tout aussi présents avec la police, les fonctionnaires, la nature du local ou de la mauvaise gouvernance. Enfin, ces deux perspectives sont en quelque sorte juxtaposées avec la question humanitaire des camps de réfugiés, pour les Burundais en Tanzanie et pour les Mauritaniens au Sénégal.

Une introduction des éditeurs et une étude de J.-P. Olivier de Sardan sur l'État, la bureaucratie et la gouvernance en Afrique de l'Ouest servent de synthèse et de fil conducteur (et font déjà 20 % du texte !). Les thématiques classiques de nos auteurs sur l'interface bureaucratique, les courtiers du développement et des services, la perspective historique et les origines coloniales de certaines « habitudes » administratives sont rappelées en grand détail. Certes, les éditeurs consacrent un certain nombre de pages à la clarification sémantique de tous ces termes et notamment de ceux qui tournent autour de gouvernance, gouvernement ou encore gouvernementalité<sup>50</sup>. Mais ce qu'il faut retenir, selon moi, se situe au-delà de ces relectures et interprétations, dans l'affirmation répétée du recours à une anthropologie empirique dans l'étude de la délivrance des services collectifs (ou publics). La démarche procède initialement d'une ethnographie des bureaucraties au service du public : la négociation quotidienne de pouvoirs et des ressources et, par conséquent l'usage normal de la « petite » corruption, la place de la responsabilité personnelle, les rôles de médiation et de courtier qui constituent l'*ethos* et la dynamique de ces configurations institutionnelles et des réseaux d'acteurs qui les font fonctionner de fait ou qui les redéfinissent de manière invisible grâce à leurs pratiques et à leurs intentions quotidiennes. Le texte d'Olivier de Sardan reprend en anglais ce qu'on a déjà pu lire dans plusieurs textes en français, et révèle la préoccupation des remodelages institutionnels de la décentralisation<sup>51</sup>.

La diversité des cas et des terrains se retrouve au niveau de l'origine des auteurs exerçant dans plus d'une dizaine de pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord. Ce mélange institutionnel de collaborateurs proches, ou au contraire de compagnons de route plus lointains, de l'APAD, confirme la portée véritablement collective de la problématique générale de l'ouvrage.

50. Mais nous savons depuis déjà longtemps que le premier penseur africaniste en ces matières, par le biais notamment de J.-F. Bayart, est M. Foucault, ce qui me semble toujours très problématique.

51. Voir l'article paru dans *Politique africaine* et le débat qui s'en suit avec D. Darbon : « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, 96, 2004, pp. 139-162 et « Brève réponse au commentaire de D. Darbon », *ibid.*, pp. 177-179 ; D. Darbon, « "Pour une socio-anthropologie de l'administration en Afrique II". Retour méthodologique à propos d'un article de Jean-Pierre Olivier de Sardan », *ibid.*, pp. 163-176.

Cela étant, il est tout à fait impossible, tout comme pour l'ouvrage commenté par la suite de Hagberg et Widmark, de présenter un commentaire synthétique de l'ensemble de ces études de cas, d'autant que nombreux sont les auteurs ayant déjà publié d'autres textes sur le champ qu'ils abordent ici. Nous avons en effet un exemple particulièrement heureux du grand écart que nous évoquions au départ de cette section anthropologique. D'une part Simon Turner, pour le camp de Lukole en Tanzanie ayant accueilli jusqu'à 100 000 réfugiés burundais, et Marion Fresia, pour le camp de Ndioum (à côté de Podor), avec ses 2 500 Mauritanien(ne)s sur la rive sénégalaise du fleuve, ont à faire face à des organisations internationales comme le Haut comité aux réfugiés des Nations Unies (HCR) ou des ONG comme Médecins du monde. D'autre part, à l'autre bout de la chaîne, J. Bouju rencontre des citoyens ou des responsables de quartier à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso et Julia Hornberger accompagne les policiers d'un *township* de Johannesburg en charge d'élucider les responsabilités (masculines) de violences domestiques. Certes, les textes abordent des problèmes sociaux quotidiens fondamentaux par ce que certains qualifieraient de petit bout de la lorgnette. Mais comme l'expliquent bien les trois auteurs d'un chapitre sur la décentralisation des centres de santé au Cameroun (M.-E. Gruénais, R. Okalla et E. Gauvrit), la décentralisation peut conduire de façon perverse ou voulue vers une nouvelle recentralisation des politiques de soin. Ce cas est d'autant plus exemplaire qu'il s'agit là d'un pays et d'un domaine particulièrement bien suivis par de nombreux anthropologues politistes et de la santé<sup>52</sup>.

L'avantage d'un tel ouvrage est de pousser à une lecture comparative entre méthodes d'approches (par le biais des citoyens ordinaires, par les acteurs et animateurs institutionnels d'organismes publics ou privés, par les intervenants nationaux ou même internationaux), entre champs d'observation et d'analyse (les divers secteurs souvent plus liés qu'il n'y paraît des champs sociopolitiques) et finalement entre régions, entre pays ou zones de colonisation. La variété des travaux ne doit pas nous faire oublier pour autant leur singularité (les traditions intellectuelles et sous-disciplinaires d'origine nationale ou théorique) et surtout leur rareté. Il serait tout à fait impossible de publier un ouvrage multinational et complet sur l'ensemble des thèmes abordés. Leur exemplarité pose problème en retour aux experts du développement qui appliquent trop facilement des perspectives abstraites et généralistes. Cette dernière incidence des recherches n'est pas évoquée en tant que telle ici, mais nous savons par ailleurs qu'un grand nombre de ces auteurs ont écrit sur cette question.

C'est d'ailleurs l'objectif avoué de l'ouvrage que nous allons commenter maintenant, car il porte explicitement, à en croire son sous-titre, sur les

52. Je pense par exemple aux recherches remarquables de Fred EBOKO, voir notamment « Politiques publiques et sida en Afrique. De l'anthropologie à la science politique », *Cahiers d'Études africaines*, XLV (2), 178, 2005, pp. 351-387.

méthodes et les significations de la coopération en matière de développement. Cette préoccupation analytique et anthropologique est en fait déjà vieille d'au moins une dizaine d'années, puisque l'ouvrage de E. Creewe et E. Harrison, *Whose Development ? An Ethnography of Aid*, remonte déjà à 1998<sup>53</sup> et que David Mosse et David Lewis ont publié conjointement deux ouvrages sur cette thématique, en 2005 et 2006<sup>54</sup> reprennant les communications d'un colloque tenu à Londres fin 2003<sup>55</sup> !

Dans leur introduction, les éditeurs rappellent que les cadres du développement ont changé — on est passé des programmes et des projets aux rubriques des budgets et des secteurs, par ailleurs on évoque de plus en plus la participation des populations pauvres — mais que, dans le même temps, l'anthropologie semble être de moins en moins mobilisée pour aborder justement toutes ces questions qui concernent « le bas » des sociétés. Ils notent de plus la variété des positions à partir desquelles les anthropologues peuvent être amenés à parler du (ou à intervenir pour le) développement : conseillers ministériels, universitaires consultants, chargés de mission sur le terrain, responsables aux sièges, etc. Les anthropologues se situeraient des deux côtés de la « barrière » et pratiqueraient de plus en plus l'évaluation d'opérations ayant par ailleurs bénéficié de réflexions d'anthropologues. Les onze articles suivants relèvent comme à l'habitude de plusieurs genres, depuis le texte rétrospectif (souvenirs ou histoire d'un type d'intervention), jusqu'à la réflexion méthodologique à finalités quasi-épistémologiques. Il faut cependant noter qu'on ne trouve pas beaucoup de commentaires sur la nature même de l'anthropologie ou du développement en particulier.

P. Brandström souligne, au moyen de sa longue expérience personnelle (notamment en Tanzanie où il a vécu longtemps), que l'anthropologue peut être à la fois un trouble-fête et un collaborateur pour les opérations de développement, alors que C. Widmark s'interroge sur le sens des évaluations qu'elle a pu conduire en Bolivie et au Pérou pour l'Agence suédoise en matière de développement international (SIDA) et s'interroge sur la pertinence du cadre logique, fondement des modes de pensée des projets<sup>56</sup>. D. Lewis

53. London, Zed Books.

54. D. MOSSE & D. LEWIS (eds.), *The Aid Effect. Giving and Governing in International Development*, London, Pluto Press, 2005 ; D. LEWIS & D. MOSSE (eds.), *Development Brokers and Translators. The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield, Kumarian Press, 2006. Voir également un numéro spécial de la revue *Oxford Development Studies*, 34 (1), mars 2006. Voir également l'ouvrage édité par J. GOULD et H. MARCUSSEN (eds.), *Ethnographies of Aid. Exploring Development Texts and Encounters*, *International Development Studies*, Occasional paper, 24, Roskilde University.

55. Auquel on ne peut qu'ajouter l'ouvrage paradigmatique de D. MOSSE, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press, 2005.

56. Voir à ce propos l'analyse critique de F. GIOVALUCCHI et J.-P. OLIVIER DE SARDAN, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, 198, 2009, pp. 383-406.

commence justement son texte en mentionnant une anecdote de sa visite au siège de SIDA en total désordre juste après son déménagement : le mot d'ordre était de se débarrasser éventuellement de tout document qui avait plus de deux ans d'âge. Il explique à juste titre que la plus grave lacune des organismes de développement est justement leur absence de conscience historique, remplacée par celle d'un éternel présent, et que cela handicape le fonctionnement élémentaire de ces organisations. R. Eyben, de son côté, a participé aux débats autour de la recevabilité de l'ouvrage de David Mosse, *Cultivating Development*, en 2004 (parce qu'elle avait suivi le projet depuis le début comme évaluatrice), ce qui lui permet de mesurer la portée de la réflexivité et de la critique en matière d'approches anthropologiques de l'intérieur des organisations de développement (en l'occurrence ici le Département pour le développement international du gouvernement britannique [DFID]). Plusieurs articles abordent des sujets tout aussi sensibles qui sont toujours vus depuis l'intérieur de ces organismes. Ainsi, l'autre éditeur, S. Hagberg, examine le rôle de l'observation participante dans un projet au Burkina Faso, partagée entre l'anonymat et la familiarité, alors que J. Ovesen reprend de manière distanciée son expérience de consultant de courte durée au Laos<sup>57</sup>. Il insiste sur le mépris que ce type de mission rencontre et il plaide pour une meilleure reconnaissance de ces intervenants, car c'est souvent la seule possibilité pour des jeunes chercheurs ou doctorants de rentrer dans le métier. Et comment faire autrement ?

Plusieurs textes insistent plus sur le déroulement des missions ou sur la nature particulière des organisations pour lesquelles les anthropologues ont travaillé. Ainsi H. Hundlund évoque l'Institute of Cultural Affairs, d'origine missionnaire, aux comportements discutables mais qu'une évaluation par le SIDA semble exonérer ; M. Arvidson nous propose un texte magnifique de sociologie de l'organisation et de la connaissance des ONG de base bangladeshies. Signalons, à l'autre bout de ce spectre d'analyse des ONG, l'expérience de E. Zink qui a travaillé pour l'International Foundation for Science. Il s'agit d'une importante ONG fondée en 1972 et basée en Suède à la suite des conférences pour la paix des années 1960, dont l'objectif est de subventionner des jeunes chercheurs du Tiers-Monde (environ 250 projets doctoraux à 12 000 \$ par an). Notons que c'est cette expérience, et l'atmosphère de la conférence à laquelle il participe, qui va le conduire à s'inscrire dans le programme doctoral en anthropologie de l'Université d'Uppsala ! Les collègues suédois, à la différence de collègues français, ne remettent pas véritablement en cause l'idée d'une anthropologie au service du développement. Mais la finesse de leur regard et la culture anthropologique de leurs approches analytiques et

57. Jean OVERSEN, « The Loneliness of the Short-Term Consultant », in S. HAGBERG & C. WIDMARK (eds.), *Ethnographic Practice and Public Aid*, Acta Universitatis Upsaliensis, 2009. On pense évidemment au romancier britannique Alan Sillitoe avec son titre *The Loneliness of the Long Distance Runner*.

critiques internes font de cet ouvrage une contribution significative et agréable à lire, du monde des évaluateurs évaluant les évaluateurs et l'évaluation<sup>58</sup>.

Comme on le sait, le monde des praticiens du développement constitue un univers social et culturel particulier. Et c'est donc pour cette raison que l'anthropologie réflexive peut aussi devenir une anthropologie plus objectiviste en se penchant en tant que telle sur cet objet particulier du développement que sont les experts et les acteurs de l'aide, les travailleurs de fait du développement. C'est à cette tâche originale que se sont consacré deux anthropologues femmes, une britannique et une américaine, A.-M. Fechter et H. Handman, en réunissant une dizaine de chercheurs pour nous parler de la vie quotidienne des habitants d'*Aidland*, pour reprendre une expression du vétéran britannique en ce domaine, Raymond Apthorp<sup>59</sup>.

Jeremy Gould avait même déjà suggéré en 2004 de passer à une *aidnographie*<sup>60</sup> ! Les éditrices du volume mettent en cause une conception uniforme et homogénéisante des travailleurs ou employés de l'aide mais en renversant cette proposition, A.-M. Fechter, l'une des éditrices de l'ouvrage, en vient à se demander si on peut encore parler d'*Aidland* et même d'*aidnographie*. Car il s'agit d'abord de remettre en cause l'image héroïque des intervenants des ONG et des plus grandes organisations internationales. Il ne faut pas s'en tenir à des visions compassionnelles, altruistes ou tout simplement techniques de l'efficacité de l'aide et de l'intervention développementaliste. Ces acteurs font en effet partie intégrante du développement lui-même. Ce sont des médiateurs professionnels et influents, ce sont aussi de plus en plus des professionnels et de moins en moins des bénévoles. Paradoxalement, ils ne font jamais partie, lors des évaluations ou des audits, des facteurs de réussite ou d'échec. De manière plus classique, il s'agirait de considérer les travailleurs de l'aide tout simplement dans le cadre d'une anthropologie du travail, et d'utiliser de manière systématique des récits de vie à cause de la mobilité géographique, professionnelle ou sociale de ces intervenants.

Les neuf chapitres qui suivent ce texte abordent toute une série de thèmes ou de terrains qui fabriquent la diversité de l'identité de ces travailleurs<sup>61</sup>. S. de Jong s'intéresse aux femmes travaillant dans des ONG (de toutes natures), dédiées aux femmes, afin de mettre en lumière les ambiguïtés de la notion

58. Faut-il mentionner la présence dans ce numéro d'un autre texte de J.-P. OLIVIER DE SARDAN sur le développement, la gouvernance et les réformes ? Malheureusement, on y trouve peu de réflexions sur ce qui constitue malgré tout le thème central de cet ouvrage, l'analyse personnelle et interne des pratiques.

59. « With Alice in Aidland » in D. MOSSE (ed.), *Adventures in Aidland. The Anthropology of Professionals in International Development*, Oxford, Berghahn, 2011. N'oublions pas la publication dès 2005 de la thèse de L. ATLANI-DUAULT consacrée aux travailleurs des ONG dans des opérations en Asie centrale (mais aussi aux sièges de New York et de Genève), *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire*, Paris, A. Colin, 2009 [2005].

60. Voir le recueil qu'il a dirigé, cité à la note 54.

61. Tous les auteurs emploient le terme de *worker* de manière explicite.

d'altruisme (si fondamentale dès qu'on évoque ces personnels) si on l'oppose à celle d'égoïsme. T. Yarrow pose le même genre de problématique à propos des travailleurs ghanéens qui cherchent à conserver leur autonomie au niveau de leurs relations personnelles d'amitié, que ce soit entre eux et avec leurs employeurs. L'explicitation des relations familiales ou amicales enfouies au sein des rapports d'une espèce de société civile en gestation et en action ne va pas de soi, puisqu'elle peut mettre en évidence des ambitions beaucoup plus égoïstes qu'il serait malvenu d'avouer. R. Verma, de son côté, essaie de saisir la culture des agents du développement, fondée par définition sur une multitude de rencontres pluriculturelles à partir d'un terrain des hautes terres malgaches, car il lui semble que la machine du développement ne produit pas d'effets univoques. Le texte de P. Fountain est encore plus ambitieux puisqu'il porte sur une ONG américaine de taille moyenne, le Mennonite Central Committee, vue à travers ses opérations en Indonésie et ses sièges aux États-Unis et au Canada. Le MCC tient à se présenter comme un invité qui vient boire du thé avec les populations auprès desquelles il intervient. L'anthropologue, en se basant sur une étude de cas en Indonésie, s'interroge sur le fait de savoir si cette idéologie du visiteur s'applique uniquement aux intervenants américains ou si elle concerne également leurs employés ou leurs confrères javanais.

Après ces ethnographies de la sociabilité, deux autres textes prennent un peu plus de hauteur et reviennent sur quelques problèmes récurrents portant sur ces intervenants. K. Brown s'attache à repenser *Aidland* à propos de la trace (terme utilisé par Aphthorp) laissée par un programme de l'USAID en Macédoine après les événements de 1995 à 2004. Il envisage l'ensemble de cette intervention, qui a des ramifications de fait non seulement aux États-Unis mais aussi dans tous les lieux d'où proviennent et où sont passés professionnellement ou socialement les intervenants<sup>62</sup>. L'enquête devient multisite et Brown fait l'hypothèse qu'il est possible de comparer l'ensemble de ces intervenants avec les communautés virtuelles connectées à travers l'Internet. Enfin cela le conduit à reformuler les questions classiques du degré d'engagement de ses collègues pris entre le dévouement ou le mercenariat. L'une des éditrices, A.-M. Fechter, se demande même s'il y a quelqu'un à la maison, c'est-à-dire à quoi ressemblent les habitants d'*Aidland* justement. Elle se fonde sur un exemple cambodgien pour mesurer le degré de professionnalisation et de *managerialisation* des opérations<sup>63</sup>. Elle s'interroge sur le degré d'intégration locale des intervenants et finit par se demander s'il y en a qui « deviennent sauvages » (*go native*) comme dans le cas extrême de certains anthropologues.

62. Par exemple l'expérience et la culture accumulées et véhiculées d'une opération à l'autre à travers la mobilité de ces personnels.

63. Ce thème, de plus en plus décisif, avait déjà été abordé dans un dossier dirigé par A. LE NAËLOU et J. FREYSS, « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers Monde*, 180, 2004.

Les deux derniers chapitres portent sur les conditions de travail : les questions du danger et de la sécurité face aux risques sur le terrain sont examinées par S. Roth, alors que l'autre éditrice du volume, H. Hindman, se penche sur le développement de la sous-traitance dans les programmes d'aide et de développement en se fondant sur la situation du Népal. Elle note les effets que ces nouveaux modes de gestion du personnel, de précarisation ou de contractualisation temporaire produisent au sein de la communauté expatriée. De manière imagée mais terriblement ethnographique elle décrit la vie sociale du hors travail dans les *clubs* ou les bars des hôtels sous le titre de « Happy Hour at the Antigone Hotel » ! Cette anthropologie totale qui englobe les loisirs et la convivialité intra-communautaire de ces travailleurs est particulièrement riche d'intuitions sur le genre de vie, et par conséquent de pensée, et surtout de travail de tout ce groupe.

Le dernier chapitre est intitulé « épilogue » : Raymond Apthorpe nous propose quelques observations et expériences personnelles sous le titre d'une question, « Qui est l'aide internationale ? ». Cet anthropologue, formateur et évaluateur en anthropologie du développement, a travaillé sur tous les continents depuis plus de trente ans et nous livre ici comme une « moralité ». Beaucoup de travailleurs de l'aide internationale pensent qu'il s'agit d'aller aider « juste de l'autre côté de la frontière ». Mais que sont et que pensent tous les personnels engagés dans ces organisations et ces opérations ? Procédant d'abord par vignettes de personnages, il passe en revue toutes les fonctions rencontrées : les chauffeurs, les directeurs de projets, les *managers* de camps, les agents des sièges, les bénévoles (dont la variété est infinie), les consultants universitaires, les guides et les accompagnateurs. Il note que tout le monde admet l'existence d'une coupure totale entre les paroles et les actes, mais reconnaît aussi d'un même aveu que la connaissance des langues locales n'est pas du tout nécessaire ! Grâce à de nombreux exemples, tirés également de sa propre expérience professionnelle, Apthorpe nous convainc que les recrutements ne tiennent absolument pas compte des compétences et des expériences (lors d'un recrutement par une agence onusienne, on lui demande très sérieusement s'il sait écrire nous raconte-t-il).

Le plus souvent, on ne laisse pas les experts définir leurs propres protocoles de recherche : ainsi Live Aid (la fameuse organisation du musicien B. Geldof) refuse qu'il commence l'évaluation de leurs programmes africains auprès du siège à Londres, pour la seule raison que, selon eux, toutes les erreurs ont leur source dans les pays d'intervention en Afrique. Pour conclure, il estime que le facteur le plus discriminant est la différence de traitement et de position entre les étrangers et les nationaux. Et parfois les choses ne marchent pas trop mal, comme c'est arrivé une fois au Malawi où les recommandations de son équipe ont fini par trouver une traduction politique et administrative officielle.

Aucune conclusion anti-développement faussement radicale se dégage de ces textes qui s'efforcent tout simplement de dire les dilemmes et la vie

quotidienne, publique et privée, de cette population très mélangée, nationalement, statutairement, professionnellement et culturellement de plusieurs centaines de milliers de personnes à travers le monde<sup>64</sup>. Mais cette distanciation réflexive et auto-réflexive nous propose une éthique de l'action et de l'observation, de la collaboration transculturelle et des inégalités professionnelles. Les développements ont certes besoin de bénéficiaires, tant sur les terrains qu'aux sièges stratégiques de l'action, mais ils ont autant besoin de tous ces « voyageurs » qui agissent dans tous les interstices d'une société devenue véritablement mondiale. Ce tableau peut inciter à l'engagement, comme il peut scandaliser par son ton profane et ordinaire. Ces observateurs et observatrices du développement ont tous et toutes fait partie de *Aidland*. S'il a été possible de rassembler un nombre si important d'anthropologues pour décrire et analyser de l'intérieur ce monde si particulier qu'est *Aidland*, c'est que ce dernier est un débouché très ouvert et accueillant aux anthropologues, qui ont bénéficié par ailleurs de formations professionnelles mais aussi disciplinaires nombreuses. On peut discuter et même dénoncer ce qui serait une perversion de la science fondamentale mais, dans le cas français, la question ne se pose même pas puisqu'on n'y recrute quasiment pas d'anthropologue. La lecture de cet ouvrage, par sa variété, sa qualité et la richesse de ses analyses, nous apprend au moins une chose : ces anthropologues « embarqués » peuvent et savent profiter de cette expérience professionnelle pour produire une anthropologie auto-réflexive, critique et tout à fait universitaire, de haute tenue (tous les auteurs sont titulaires d'un Ph. D. ou sont en train d'en rédiger un). Il est évident que le jeu en valait la chandelle, autant pour l'avenir personnel de ces anthropologues que pour le futur collectif de la discipline.

*Université Paris Descartes, Paris.*

---

64. Comme lui confesse ingénument un fonctionnaire du Bangladesh à la retraite : « Mon épouse et moi possédons 17 ONG. » Il y en a effectivement pour tous les goûts dans cet univers !